alter MEDIALAB

Le Laboratoire de journalisme participatif et citoyen

MAI 2026 – N° 15



UNE JEUNESSE QUI DOUTE, UNE DÉMOCRATIE QUI VACILLE

3 — 4
ÉDITO
Jeune et libre : récits pluriels de libertés singulières

5 — 6
Quand la confiance se fissure entre les jeunes et la police

7 — 8
RADIO
Dialogue difficile

9 — 10
VIDÉO
Filmer la police : le parcours de deux étudiants en quête de réalité

11 — 14
PHOTO
La mobilisation face aux institutions

15
VIDÉO
Filmer la police : quand les contraintes façonnent le récit

16 — 19
PHOTO
Une jeunesse organisée face aux institutions

20 — 22
Derrière les murs de l'académie : la réalité des futurs policiers

23 — 24
VIDÉO
« On m'appelait le ripou » : les coulisses du film

25 — 27
« Être policier aujourd'hui : entre engagement et pression psychologique »

28 — 31
PHOTO
L'éloquence comme levier d'émancipation

32 — 35
Pourquoi la représentation compte

36
Jeunes et institutions : une parole sans filtre sur Radio Panik

37 — 41
PHOTO
Le rapport des jeunes aux institutions

42 — 44
Population, médias, justice : la corde à trois fils

45 — 47
Quand les jeunes écrivent les institutions

48 — 50
PHOTO
La jeunesse en transition

51 — 52
PHOTO
Le rapport des jeunes aux institutions

53 — 56
PHOTO
Institution sportive et jeunesse

57 — 59
Là où la confiance se construit loin des uniformes

60 — 62
PHOTO
Les jeunes et les institutions

60 — 68
PHOTO
Les jeunes et les institutions

Rédaction : Pierre Jassogne, Manon Kleynjans, Chaïma El Yahiaoui, Le collectif les Microsonde, Manon Kleynans, Bertrand Vandeloise.

Les étudiants de L'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles et de la haute école ISFSC : Kylhiane Kama Vununu, Monique Twahirwa, Soumaya El-Haddouchi, Lina Fattal, Fatima Husain, Clara Van Isterdael, Armand Komlan, Dounia Paquot, Yasmine Oulad Amar, Rayane Van Rossem, Kenza Mazzouz, Carla Gallini, Amalia Mateiuc, Soukaina Boutuil, Naim Tahiri, Clara Bussiere, Elias Baddour, Emanuele Cucchiaro, Ugo Hactergal, Buifrahi Khbiez Lina, Charlotte Steyaert, Britany De Oleo, Arthur Gruson, Pierre-Emile Alvarez, Lilia-Anaïs Modabi Bina, Leaticia Atanessian, Cyusa Simon, Shania Barro, Margot Bogaert, Solene Louvrier, Syrine Yasmine Ahnouch, Schalem Karenzi, Marushka Krzeptowski, Agathe Dehon, Blessing Nkoy, Agathe Dehon, Alexandre Pérez Ribeiro

Ce numéro a été coordonné par Chaïma El Yahiaoui et Sebastien Deridder

Illustration : Olivia Sautreuil

Correction : Eddy Boumans

Graphisme : Caroline Deroyer, Maude Wera (dac-collectif.be)

Impression : Imprimerie Havaux (Nivelles)

L'Agence Alter est reconnue et soutenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles comme organisme d'éducation permanente.

***Alter Médialab* est une publication de l'Agence Alter, asbl « exploratrice du social depuis 1995 ».**

Siège social : rue Namèche 2B - 5000 Namur / **N° d'entreprise :** 457 350 545 / IBAN BE97 3101 2163 4349 / BIC BBRUEBB

Rédaction : Rue G. Tell 57 — 1060 Bruxelles / T. 02 541 85 20 / redaction@alter.be / www.altermedialab.be

Une jeunesse qui doute, une démocratie qui vacille

Ils doutent, ils s'interrogent, ils trient. En Belgique, les jeunes redéfinissent leur rapport aux institutions. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : seulement 35,8 % des citoyens font confiance aux institutions politiques, selon Statbel, et 47 % au gouvernement, d'après l'Organisation de coopération et de développement économiques. Pourtant, l'école et les soins de santé continuent de rassembler plus de 80 % de confiance, selon l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique. Le problème n'est donc pas un rejet global de l'autorité, mais une défiance ciblée, dirigée vers le cœur même du système démocratique. Les jeunes, plus critiques, plus exigeants, semblent ne plus se reconnaître dans des institutions politiques qu'ils jugent éloignées, inefficaces ou déconnectées. Derrière ces chiffres se dessine une réalité préoccupante : une génération qui doute, et une démocratie qui peine à convaincre ceux qui devraient en assurer l'avenir.

Dans une étude réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, 28 % des jeunes se disent prêts à participer à une manifestation. Ce niveau relativement faible s'explique notamment par le fait que les jeunes privilégient des formes d'engagement plus en phase avec leur quotidien et leur besoin de résultats rapides, perçus comme moins lents ou moins bureaucratiques.

Les jeunes d'aujourd'hui s'engagent tout de même dans des mouvements sociétaux et démocratiques. Que ce soit lors de manifestations pour le climat ou contre des mesures portées par le gouvernement Arizona, les jeunes veulent encore se faire entendre. Mais pour cela, il faudrait que les institutions les écoutent, ce qui ne semble pas être le cas selon les premiers concernés. Ces derniers perçoivent les institutions politiques comme éloignées de leurs préoccupations quotidiennes et ont l'impression que leur participation dans des institutions a peu d'impact réel. Les scandales politiques, les promesses non tenues ou le sentiment que les décisions sont prises « entre adultes » peuvent alimenter une méfiance envers le système politique classique. Une démocratie qui n'écoute pas la jeunesse prend le risque de perdre celles et ceux qui devront pourtant la faire vivre demain.

Une démocratie qui n'écoute pas la jeunesse prend le risque de perdre celles et ceux qui devront pourtant la faire vivre demain.

C'est entre 6 et 18 ans que se façonne en grande partie l'avenir de la société, sur les bancs de l'école, de l'enseignement primaire au secondaire, qu'il soit public ou libre. Une institution aujourd'hui fragilisée par plusieurs décisions récentes de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). →

→ Réforme des rythmes scolaires, modifications des cours en secondaire : ces changements s'inscrivent dans le cadre du « Pacte d'excellence », censé, selon la FWB, « renforcer la qualité de l'enseignement ». Mais sur le terrain, les critiques se multiplient.

Dans l'enseignement supérieur, la contestation est tout aussi vive. Réforme du décret « Paysage » dans sa version dite « Glatigny », hausse du minerval : autant de mesures qui peinent à convaincre. De nombreux étudiants dénoncent des décisions prises sans réelle concertation et font entendre leur voix, dans la rue ou à travers des pétitions, notamment portées par la Fédération des étudiant·e·s francophones.

Face à cette mobilisation, une question s'impose : les choix de la FWB répondent-ils réellement aux attentes des étudiants ?

La défiance des jeunes ne vise pas uniquement les institutions politiques. Elle s'étend aussi à la police et à la justice. Censées protéger et garantir l'égalité, elles sont pourtant souvent perçues comme distantes, voire injustes. Certains jeunes dénoncent un manque de dialogue avec la police ou des contrôles jugés discriminatoires, autant d'éléments qui entament la confiance.

Du côté de la justice, la lenteur des procédures et leur complexité nourrissent un sentiment d'incompréhension. Beaucoup estiment que leurs réalités ne sont pas suffisamment prises en compte.

Comme le résume une formule souvent attribuée à Victor Hugo, « *ouvrir une école, c'est fermer une prison* ». Une idée qui résonne particulièrement aujourd'hui, à l'heure où les jeunes doutent de leurs institutions. Ils ne les rejettent pas, mais réclament d'être entendus. À défaut, la démocratie risque de se couper de celles et ceux qui devraient la faire vivre.

Lorsque les institutions peinent à susciter la confiance, les jeunes se tournent ailleurs pour comprendre le monde et faire entendre leur voix. Et cet ailleurs passe de plus en plus par les réseaux sociaux. À mesure que ceux-ci s'imposent dans leur quotidien, les médias traditionnels voient leur influence reculer auprès des nouvelles générations. Pourtant, les jeunes ne s'informent pas moins, ils s'informent différemment.

TikTok, Instagram, X, YouTube… ces nouveaux formats ont le mérite de rendre l'information plus accessible, plus immédiate et souvent plus vivante. Une génération entière utilise ces plateformes pour s'informer, débattre et même militer. C'est indéniablement une forme d'émancipation.

Mais cette liberté a ses limites. Car l'information circule désormais selon les règles des plateformes et de leurs algorithmes, pas celles de la déontologie journalistique. Les contenus sensationnels priment sur les contenus fiables, la désinformation s'y propage à toute vitesse, et l'utilisateur, sans le savoir, en est la première victime.

La question n'est donc pas de savoir si les jeunes s'informent bien ou mal, mais de la manière dont on doit les accompagner dans cette nouvelle forme de rapport à l'information. Une confrontation entre les anciens et nouveaux médias n'a pas lieu d'être. Au contraire, c'est en unissant leurs forces qu'ils pourront former des citoyens mieux armés face à un paysage médiatique en pleine mutation.

C'est autour des personnes et des thématiques qui entourent ces institutions que ce projet a été construit, pour et par la jeunesse bruxelloise. Reste à savoir si les institutions sauront entendre cette génération qui ne demande pas moins de démocratie, mais une démocratie qui lui ressemble davantage. •

Ils ne les rejettent pas, mais réclament d'être entendus. À défaut, la démocratie risque de se couper de celles et ceux qui devraient la faire vivre.

QUAND LA CONFIANCE SE FISSURE ENTRE LES JEUNES ET LA POLICE

Entre sentiment d'insécurité, contrôles d'identité et vidéos virales, la relation entre les jeunes et la police en Belgique reste marquée par des tensions et des incompréhensions. Entre attentes de respect et défense de l'institution, la question de la confiance s'impose comme un enjeu majeur du vivre-ensemble.

PAR CLARA VAN ISTERDAEL

UNE RELATION FAÇONNÉE PAR LES EXPÉRIENCES ET LE REGARD DE LA SOCIÉTÉ

Pour certains jeunes, la présence policière rassure ; pour d'autres, elle suscite méfiance ou tension. Cette relation oscille entre sécurité et défiance.

Entre réalités sociales, organisation policière, expériences de terrain et représentations médiatiques, elle se construit de manière complexe. Il n'existe d'ailleurs pas une seule relation entre la police et la jeunesse, mais une pluralité de situations, influencées notamment par la classe sociale, le genre ou le territoire.

À ces facteurs s'ajoute le regard de la société, qui influence directement la perception des interactions. Comme le souligne la criminologue Sarah Van Praet : « *La société joue un rôle central et très présent dans la relation entre les jeunes et les policiers.* »

LE CONTRÔLE D'IDENTITÉ : UN GESTE VÉCU COMME STIGMATISANT

Parmi les situations qui cristallisent les tensions, les contrôles d'identité occupent une place centrale. Selon le Forum des jeunes, 31 % des 16-30 ans déclarent avoir déjà été contrôlés. Pour certains, ces contrôles répétés traduisent une suspicion permanente.

Sarah Van Praet explique : « *Les policiers contrôlent essentiellement un groupe qui est très souvent contrôlé.* » Elle ajoute : « *Le contrôle d'identité alimente la méfiance et fragilise la confiance — c'est ainsi qu'il est souvent perçu par les jeunes.* »

Lorsqu'ils visent de manière répétée certains profils — jeunes hommes issus de quartiers populaires ou racisés —, ces contrôles peuvent être interprétés comme une forme de défiance institutionnelle. Dimitri Gonzalez, policier, reconnaît qu'« *une expérience négative […] peut conduire à généraliser et à juger l'ensemble de la profession* ».

La manière dont ces contrôles sont réalisés reste déterminante. « *Des expériences positives de justice procédurale peuvent renforcer la confiance* », souligne la criminologue. Expliquer les décisions, dialoguer et adopter une attitude respectueuse permettent de rendre l'autorité plus acceptable.

Dans cette optique, les modèles de police de proximité semblent produire des effets plus positifs. « *Partout où on a investi dans des polices préventives de proximité, ça fonctionne plutôt pas mal* », observe le délégué général aux Droits de l'enfant, Solayman Laqdim.

→ UNE ORGANISATION STRUCTURELLE À INTERROGER

Au-delà des interactions individuelles, ces tensions renvoient aussi à des choix organisationnels. Les zones de police disposent d'une large autonomie, ce qui entraîne des pratiques variables selon les territoires.

Pour Sarah Van Praet, « *une partie de ce qui est perçu comme de la violence découle […] de la manière dont le travail policier est organisé* ». Cette organisation peut conduire, parfois inconsciemment, à certaines pratiques comme le profilage, notamment en raison d'une présence policière accrue dans certains quartiers.

Les pratiques policières s'inscrivent ainsi dans un cadre plus large, marqué par des priorités politiques et sécuritaires. « *Se faire accepter […] est essentiel. Des outils existent, mais ils impliquent de repenser les priorités* », souligne la chercheuse.

VIOLENCES POLICIÈRES ET LÉGITIMITÉ

La question des violences policières reste l'un des points les plus sensibles du débat public. Ces situations influencent fortement la perception des jeunes et sont largement relayées sur les réseaux sociaux.

Sarah Van Praet insiste : « *Il est essentiel d'accepter socialement qu'il y ait des violences policières pour pouvoir les analyser.* »

De leur côté, les forces de l'ordre rappellent que ces comportements ne représentent pas l'ensemble de la profession. « *S'il y a faute […], le policier doit être puni* », affirme Dimitri Gonzalez.

Ces situations posent un double enjeu : reconnaître les dérives et garantir une réponse institutionnelle transparente afin de préserver la légitimité de la police.

LE SENTIMENT D'IMPUNITÉ : PERCEPTION CONTRE RÉALITÉ ?

Dans ce contexte, certains jeunes expriment un sentiment d'impunité. Porter plainte semble, pour eux, rarement aboutir.

La police conteste cette perception, rappelant l'existence de procédures disciplinaires et de mécanismes de contrôle comme le Comité P.

Mais, selon Solayman Laqdim, ce sentiment reste bien présent chez les jeunes. Les chiffres du Comité P — avec un taux élevé de classement sans suite — alimentent cette perception, même s'ils nécessitent une lecture juridique.

Un manque de visibilité des sanctions peut renforcer l'impression qu'elles n'existent pas.

LES RÉSEAUX SOCIAUX : UN AMPLIFICATEUR DE TENSIONS

Les réseaux sociaux jouent aujourd'hui un rôle central. Les vidéos de violences policières entrent souvent en résonance avec les expériences vécues.

Pour Sarah Van Praet, cette accumulation peut renforcer le sentiment d'être ciblé. Solayman Laqdim souligne que les algorithmes tendent à renforcer les opinions existantes, accentuant la polarisation.

Certains policiers dénoncent toutefois des jugements hâtifs. « On a trop tendance à juger sur la base de quelques images », souligne Dimitri Gonzalez, rappelant aussi les limites liées au devoir de réserve.

Ces plateformes restent ambivalentes : elles peuvent à la fois révéler des abus et figer les positions.

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE

Au fil des témoignages, un constat s'impose : la confiance ne dépend pas uniquement des interventions, mais de la manière dont elles sont vécues et expliquées.

Lorsqu'un sentiment de ciblage ou d'injustice s'installe, la défiance grandit. À l'inverse, des interactions respectueuses et transparentes peuvent renforcer la légitimité de l'institution.

Plusieurs pistes émergent : renforcer la formation des policiers aux dimensions relationnelles, développer la police de proximité et favoriser les échanges avec les jeunes.

Une plus grande transparence sur le traitement des plaintes pourrait également atténuer le sentiment d'impunité.

Au-delà des tensions, l'enjeu reste clair : construire une relation fondée sur la confiance, essentielle au fonctionnement démocratique. •

EN SAVOIR PLUS

Lire l'article d'*Alter Échos* : « Violences policières : des solutions, peu de répercussions », Van Reeth, C., 15 mars 2023, alterechos.be

Dialogue difficile

ÉTUDIANT·ES RÉALISATEURS : KYLHIANE KAMA VUNUNU, MONIQUE TWAHIRWA, BUIFRAHI KHBIEZ LINA, CHARLOTTE STEYAERT, BRITANY DE OLEO, ARTHUR GRUSON

Le 4 décembre dernier, des étudiants de l'Université Saint-Louis Bruxelles et de l'Institut supérieur de formation sociale et de communication (ISFSC) se sont réunis dans le studio de Radio Panik pour lancer leur émission « Like et Lacrymo ». Cette dernière, lancée dans le cadre du projet Bruxitizen, leur a permis de débattre et de décrypter, pendant deux heures, la question des violences policières. Ce sujet avait été particulièrement médiatisé à la suite de la manifestation du 14 octobre 2025, organisée en opposition aux mesures du gouvernement Arizona. À travers cet article, nous vous proposons de revenir sur les principaux enseignements de cette émission.

L'émission « Like et lacrymo » a réuni plusieurs intervenants afin de mettre en question l'institution policière : quelle image incarne-t-elle auprès des jeunes ? Comment fonctionne-t-elle ?

La perception de la police apparaît donc nuancée, loin d'une vision strictement positive ou négative.

Les images de violences policières ont-elles un impact ?

Nous avons interviewé Sarah Van Praet, chercheuse et avocate spécialisée en droit des sociétés et en criminologie ; Patrick Baus, délégué permanent de la CGSP police ; Adrien, détenteur du média *En Bref* ; ainsi que Benjamin (nom d'emprunt), membre de Blacks Blocs et présent parmi les jeunes lors d'une manifestation le 16 novembre en soutien à la Palestine.

« J'AI CRU QUE J'ALLAIS CREVER » : UN TÉMOIGNAGE GLAÇANT

L'un des moments marquants de notre émission a été le témoignage, en direct, de Benjamin, membre de Blacks Blocs.

« On entre dans un parking à l'abri des regards, je suis menotté et jeté par terre. Je reçois un coup de matraque sur la tête. J'ai 5 cm d'ouverture en train de saigner. Je vais ressentir un pied d'un des policiers sur ma nuque et son collègue va commencer à me tabasser le visage à coups de pied alors que je suis menotté par terre. Là, je me rends compte que je ne suis pas seul dans le parking, il y a d'autres manifestants en train de se faire péter la gueule. Je ne les vois pas, mais je les entends crier et je me rends compte qu'on est uniquement avec des flics en civil. Ce sont les plus violents de tous. Je me dis que je vais crever. On a été traînés dans un endroit à l'abri des regards pour se faire buter. » →

→ Ce récit met en lumière la violence vécue ce jour-là, qui a laissé chez lui des séquelles à la fois physiques et psychologiques. Depuis, sa confiance envers la police est profondément impactée.

UN ACCÈS LIBRE AUX IMAGES DE VIOLENCE

Un constat s'est imposé au fil des discussions : les images de violences policières sont de plus en plus présentes dans nos fils d'actualité sur les réseaux sociaux. Ces images de violence, notamment policière, de plus en plus fréquentes, suscitent des réactions contrastées chez les jeunes. Lors de la manifestation du 16 novembre, certains se disaient rassurés par la présence policière, tandis que d'autres exprimaient un sentiment d'insécurité et de vulnérabilité. La perception de la police apparaît donc nuancée, loin d'une vision strictement positive ou négative. Toutefois, on remarque une envie claire de descendre dans la rue. « *C'est important d'être là aujourd'hui, coûte que coûte.* »

UN PROBLÈME SYSTÉMIQUE PLUTÔT QU'INDIVIDUEL

Lorsque l'on aborde la question des violences policières, le débat tend souvent à se structurer autour de deux positions opposées. D'un côté, certains considèrent que l'institution policière constitue en elle-même le problème. De l'autre, certains estiment que les manifestants violents ne feraient que subir les conséquences de leurs propres actes. Mais cette lecture binaire est-elle réellement suffisante pour saisir la complexité de ces situations ? En analysant cette problématique avec Madame Van Praet, ainsi qu'au fil de notre chronique, plusieurs éléments de réflexion ont émergé. Nous avons notamment mis en lumière l'influence de l'âge sur la perception de la police, le rôle des réseaux sociaux qui tendent à enfermer les individus dans des bulles informationnelles, ou encore les mécanismes cognitifs propres à chacun. Notre cerveau, en effet, n'est pas toujours un modèle de rationalité, ce qui peut altérer notre interprétation des faits.

L'ensemble de ces facteurs montre à quel point il est difficile de désigner un responsable unique dans ce type de situation. Les témoignages recueillis, aussi divers soient-ils, illustrent bien la pluralité des perceptions : la manière dont les jeunes perçoivent la police varie considérablement, tout comme le regard que les forces de l'ordre peuvent porter sur ces derniers.

Selon Sarah Van Praet, lorsque l'on pense aux « violences policières », il faut se pencher sur d'autres aspects que sur le seul objectif de réprimer les manifestants. La chercheuse essaie de nous faire prendre conscience qu'au sein de la police, la hiérarchie a une influence, et que les moyens financiers sont souvent limités et différents d'une zone de police à une autre, et que les formations des policiers peuvent parfois différer selon les zones géographiques.

En bref, tous ces divers facteurs offrent aux manifestations la possibilité de se transformer en un cocktail explosif en quelques instants.

« L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ, C'EST UNE HISTOIRE DE LUTTE DES CLASSES »

Pour résoudre un problème qui serait dû à l'écosystème, comme mentionné ci-dessus, davantage de communication permettrait, peut-être, d'éviter les malentendus. Toutefois, comme nous le dit Benjamin : « *Je ne veux pas avoir de dialogue avec eux.* » Ce dernier semble repousser toute incitation au dialogue ; notamment à la suite des coups et insultes reçus par certains policiers, nous dit-il. Selon lui, il faut continuer à être violent, car « *l'histoire de l'humanité, c'est une histoire de lutte des classes* ». De quoi remettre en doute toute perspective de pacification dans la relation entre les jeunes et la police. •

La manière dont les jeunes perçoivent la police varie considérablement, tout comme le regard que les forces de l'ordre peuvent porter sur eux.

Filmer la police : le parcours de deux étudiants en quête de réalité

PAR SOUKAINA BOUTUIL ET NAIM TAHIRI

Nous sommes Soukaina et Naïm, deux étudiants de BAC 3 en sciences politiques à l'Université Saint-Louis à Bruxelles. Dans le cadre de notre atelier, dont le thème de l'année porte sur les institutions et dans lequel nous avons choisi de travailler sur la police, encadré par Manon Kleynjans, nous avons réalisé un court film intitulé Ici, vous allez apprendre à jouer du sifflet.

Dès le début de l'atelier, nous nous sommes rendu compte que nous avions tous une image assez simplifiée du métier de policier. C'est justement ce qui nous a donné envie d'aller plus loin, en cherchant à comprendre concrètement comment ce métier est vécu au quotidien une fois sur le terrain.

Cette idée s'est construite petit à petit, notamment grâce à nos discussions en atelier, mais aussi après l'intervention de Maïté Maskens, anthropologue invitée qui travaille sur la diversité dans la police. Elle nous a présenté son travail d'observation du milieu policier à travers une BD qui montre les coulisses du métier. Elle parlait de codes de langage internes, de pratiques qu'on ne voit pas de l'extérieur, mais aussi de certaines tensions autour de la profession. C'est à ce moment-là que nous nous sommes dit que nous voulions confronter ces éléments à un témoignage réel.

Entre ce que nous imaginons et ce qui est réellement vécu, il y a un écart important, et c'est précisément ce que nous avons voulu mettre en lumière à travers notre film.

Nous avons donc choisi d'interviewer un policier, en nous concentrant sur le décalage entre ce qu'il imaginait avant d'entrer dans la police et ce qu'il vit réellement aujourd'hui.

Trouver quelqu'un n'a pas été simple. Nous avons contacté plusieurs commissariats à Bruxelles, par mail et en nous déplaçant. La plupart du temps, nous n'avons pas eu de réponse, ou alors des refus. Avec le recul, nous comprenons mieux pourquoi : la police reste un milieu très encadré, où tout ce qui est dit est contrôlé. Les policiers ne peuvent pas toujours parler librement, et avec leur charge de travail, ce n'est pas évident de répondre à ce type de demande.

La situation s'est débloquée quand nous sommes passés dans un commissariat à Molenbeek. Une policière nous a conseillé de passer par le service communication, et cela a tout changé. En passant par ce cadre plus officiel, notre demande a été prise plus au sérieux. C'est comme cela que nous avons été mis en contact avec un policier du commissariat d'Uccle, qui a accepté de participer.

Le jour du tournage, nous sommes arrivés vers 9 h du matin, un peu stressés parce que c'était une première pour nous deux. Mais très vite, l'ambiance s'est détendue et l'échange s'est fait assez naturellement.

Soukaina a mené l'interview. *« Au début, c'était un peu déstabilisant, parce qu'il répondait parfois déjà à plusieurs questions en même temps. J'ai dû m'adapter au fur et à mesure, ajuster mes questions, et essayer de garder un fil logique. Mais petit à petit, j'ai pris confiance et c'est devenu beaucoup plus fluide. »* →

→ Naïm s'est plutôt occupé de l'aspect technique. « *Pour ma part, le travail vidéo était quelque chose de complètement nouveau. Nous avions déjà consacré du temps à la technique en atelier, mais le mettre en pratique sur le terrain était différent. J'ai dû apprendre rapidement à utiliser une caméra, un micro, ainsi qu'à bien positionner un trépied. J'avais quelques craintes quant au bon déroulement du tournage le jour de l'interview, mais finalement cela s'est très bien passé. Au commissariat, j'ai mis les équipements en place, vérifié que les micros étaient bien connectés, puis nous avons filmé l'interview. Après analyse de celle-ci, nous avons pu voir que certains éléments étaient perfectibles, notamment le choix de l'objectif, ici trop grand-angle, qui donnait une légère déformation et une sensation de distance, ainsi qu'un problème de 'shutter' (vitesse d'obturation) qui a provoqué un effet de scintillement dans la vidéo. Cette première expérience nous a permis de mieux comprendre les exigences techniques d'un tournage.* »

L'interview a duré environ 20 minutes, et le fait que le policier soit ouvert a vraiment facilité l'échange.

Ensuite, il y a eu toute la phase de montage. C'est à ce moment-là que nous avons compris que réaliser un film ne se limite pas à filmer : il faut faire des choix, couper, organiser, et surtout décider de ce que nous voulons montrer. Ce travail nous a permis de structurer notre propos et de donner du sens à ce que nous avions récolté.

Finalement, ce projet nous a appris beaucoup. Sur le plan pratique, nous avons découvert ce que cela implique de mener une interview et de gérer un tournage du début à la fin. Mais surtout, nous avons compris que le métier de policier est bien plus complexe que l'image que nous pouvons en avoir. Entre ce que nous imaginons et ce qui est réellement vécu, il y a un écart important, et c'est précisément ce que nous avons voulu mettre en lumière à travers notre film. •

Réaliser un film ne se limite pas à filmer : il faut faire des choix, couper, organiser, décider de ce que l'on veut montrer.

LA MOBILISATION FACE AUX INSTITUTIONS

Dans le cadre du projet Bruxitizen sur « le rapport de la jeunesse face aux institutions », j'ai documenté la mobilisation étudiante qui a eu lieu le 4 mars 2026 à l'ULB. Face à la politique et plus précisément au gouvernement perçu comme sourd, la jeunesse se sent exclue et elle refuse son impuissance. Mon approche photographique a été la suivante : traduire visuellement une jeunesse qui s'engage, s'organise et qui use de mécaniques pour se faire entendre. Ce bras de fer est incarné par un tas d'étudiants, mais j'ai choisi de partager les visages de Martin, Jonathan et Georgia. D'un rassemblement symbolique à l'entrée de l'ULB jusqu'à la mise en place d'un cortège déterminé, mes images captent la structuration d'une force collective. En associant ces photos à des témoignages, j'ai voulu illustrer comment cette jeunesse, qui se sent privée de dialogue officiel et institutionnel, s'approprie l'espace public pour exiger d'être entendue.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR RAYANE VAN ROSSEM



« Nous, on a pas du tout été consultés. On nous rabâche qu'on est l'avenir, mais, quand c'est pour nous aider, on y met plein de barrières… »
Jonathan Mangala

Le campus du Solbosch transformé en péage symbolique.



← Georgia, étudiante mobilisée. *« Les mobilisations étudiantes ont un impact, on l'a déjà prouvé. C'est grâce au mouvement qu'on a pu geler le minerval pendant presque 15 ans. »*



Martin Van Den Branden, coresponsable campagne au BEA.



La convivialité comme outil d'organisation pour rassembler les étudiants.



« En tant que jeune, on a souvent tendance à nous infantiliser… Alors que, dans l'histoire, ce sont souvent les jeunes qui ont impulsé des changements. »

← Jonathan Mangala, coresponsable campagne au BEA.



« C'est important de montrer aux jeunes que, quand on se mobilise ensemble, on peut faire bouger les choses. »
Martin V. B.



« Degryse, arrête de chiper. »

« Étudier est un droit qu'on ne négociera pas. » Slogan énormément scandé lors du rassemblement



Filmer la police : quand les contraintes façonnent le récit

PAR GALLINI CARLA ET MATEIUC AMALIA

Dans le cadre de notre projet en atelier vidéo, nous devions réaliser un film autour du thème de la police, avec pour notre binôme une approche centrée sur les revendications des policiers.

Au départ, nous voulions réaliser un film immersif en suivant un policier durant une journée, afin de montrer son quotidien et de recueillir son point de vue sur son métier et ses revendications. Cependant, nous avons rapidement été confrontés à des contraintes administratives. Filmer un policier en service nécessite de nombreuses autorisations, liées notamment au droit à l'image. Dans le délai qui nous était imposé, cela s'est avéré très compliqué, voire impossible à mettre en place.

Nous avons donc dû adapter notre idée initiale et nous orienter vers une interview. Le policier que nous avons contacté a accepté de répondre à nos questions, mais à condition de ne pas être filmé. Nous avons alors décidé de construire notre vidéo autour d'une voix off, accompagnée d'images que nous allions filmer nous-mêmes dans un commissariat afin de rendre le contenu plus dynamique et visuel.

L'interview réalisée ne présentait pas de problème technique. Cependant, après discussion en atelier, nous avons constaté que les réponses manquaient de profondeur et ne répondaient pas suffisamment aux attentes du projet. Nous avons donc pris la décision de retravailler entièrement l'interview afin que les réponses soient plus précises et exploitables.

Nous avons dû modifier plusieurs fois notre approche, faire face à des contraintes administratives importantes et repenser notre manière de construire un récit.

En parallèle, nous avons d'abord pris contact avec un commissariat dans l'espoir de pouvoir filmer directement sur place des plans afin d'apporter plus de crédibilité à notre projet. Le commissariat s'est montré ouvert à la discussion et nous a proposé un rendez-vous avec leur service communication. Cependant, en raison d'une période très chargée, ils nous ont informés qu'il leur était impossible de nous encadrer ou d'organiser un tournage dans un délai aussi court.

Face à cette impossibilité, nous avons alors décidé de filmer nous-mêmes plusieurs plans dans la ville. Cependant, lors du dérushage, nous nous sommes rendu compte que ces images n'étaient pas suffisamment pertinentes ni assez fortes visuellement pour accompagner efficacement le récit et refléter au mieux les propos du témoignage.

Face à ces difficultés, nous avons dû trouver une solution rapidement. Notre maître d'atelier, nous a alors orientés vers une approche en « found footage ». Ce procédé consiste à intégrer des images existantes dans un montage afin de construire un récit, plutôt que de reposer uniquement sur des images prises par nous-mêmes.

Finalement, ce projet nous a demandé une grande capacité d'adaptation. Nous avons dû modifier plusieurs fois notre approche, faire face à des contraintes administratives importantes et repenser notre manière de construire un récit. Ce travail nous a permis de mieux comprendre l'importance du montage et du choix des images, mais aussi la nécessité d'être flexibles face aux imprévus. Nous retenons surtout que la fabrication d'un film ne se déroule pas toujours comme prévu, et qu'il est essentiel de savoir rebondir pour produire un résultat cohérent malgré les contraintes. •

UNE JEUNESSE ORGANISÉE FACE AUX INSTITUTIONS

Ce reportage photo s'inscrit dans le projet Bruxitizen consacré aux relations entre la jeunesse et les institutions. Il s'intéresse à l'engagement politique de jeunes Bruxellois faisant partie de RedFox. En suivant certains de ses membres lors de réunions internes ainsi que pendant leur participation à la manifestation générale du 12 mars dans les rues de Bruxelles, ce travail cherche à comprendre comment un mouvement politique de jeunesse devient un espace d'appartenance, de sociabilisation et d'action collective.

Entre organisation et mobilisation, ce reportage montre comment ces jeunes font entendre leur voix tous ensemble auprès des institutions.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR DOUNIA PAQUOT

« La plupart des sujets dont traite la manifestation les concernent directement, et ils ont l'air d'en avoir vraiment quelque chose à faire. »

Hugo Sonck



S'organiser et mobiliser

Réunion/pizza party des membres de RedFox autour de la récolte de réponses à l'enquête « Ton avis compte ».



La présence dans la mobilisation

Des moniteurs posent au stand. Parmi eux, l'une brandit une écharpe portant le message « Free Palestine ».

« Chez RedFox, on trouve des jeunes qui sont engagés dans le fait de vouloir changer le monde et, au lieu de rester dans la pensée, ici on est plus dans l'action et la prise d'initiatives. » Louise Manjombe

Les gestes militants

« *Les institutions ne laissent aucune place aux jeunes, on a fait une campagne avec une enquête, on a demandé l'avis à plusieurs centaines de jeunes en Belgique et la première chose qu'ils nous ont dite, c'est : «Ah bah, c'est la première fois qu'on me demande mon avis.» Donc, non, il n'y a pas de place pour recevoir l'avis politique des jeunes et c'est dramatique !* » Hugo Sonck

Sevan, membre de RedFox, colle un autocollant « Stop Imperialist Wars » sur un poteau lors de la manifestation.



Faire entendre sa voix

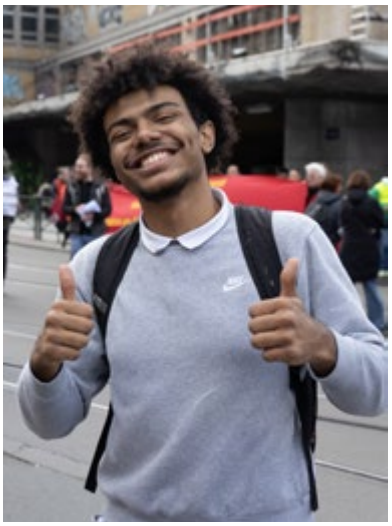
Un membre de RedFox scande des slogans au mégaphone face aux autres manifestants.

Les visages de l'engagement



« Les jeunes ont beaucoup de choses à dire, ils ne se laissent pas faire. On pourrait croire qu'on les guide, mais non, c'est eux qui amènent beaucoup de choses. Quand on fait confiance aux jeunes, ils ont beaucoup de créativité, ils apportent un truc que les moins jeunes apportent moins. »

Hugo Sonck, moniteur RedFox



« C'est important en tant que jeunes d'agir politiquement, car la société pense qu'on est trop jeunes ou pas assez impliqués alors que ça nous concerne nous d'abord. Du coup, au lieu de changer le présent, on essaye de changer le futur. »

Rayan Paquot, animateur RedFox



« Faire partie du mouvement m'a permis de voir la société à travers plein de spectres différents, notamment celui des études, en côtoyant des élèves du technique, du général ou même du pro. J'ai ainsi pu constater les problèmes de société en fonction de notre place dans celle-ci. »

Louise Manjombe, membre RedFox



Entre engagement et enjaillement

Des membres de RedFox chantent, dansent et sautent au milieu de la manifestation dans les rues de Bruxelles.

Entre revendications politiques et moments de joie collective, la mobilisation devient aussi un espace de convivialité et de partage.



Bien plus qu'un collectif, une famille

« Pour moi, RedFox, c'est une deuxième famille, car je retrouve des gens avec les mêmes revendications et les mêmes valeurs que moi ; on se soutient tous face aux institutions, on a aussi beaucoup d'humour, surtout quand il y a des nouveaux, on essaye de les accueillir et de les intégrer au maximum. Donc on peut clairement parler de deuxième famille ! »

Rayan Paquot, photo de groupe de membres, moniteurs et animateurs lors de la manifestation.

DERRIÈRE LES MURS DE L'ACADÉMIE : LA RÉALITÉ DES FUTURS POLICIERS

À l'heure où les questions de sécurité publique occupent une place centrale dans le débat social, le recrutement et la formation des forces de l'ordre font l'objet d'une attention particulière. Entre pénurie d'effectifs, exigences du métier et pression médiatique, les académies de police tentent de former des agents capables de répondre aux défis du terrain.

PAR FATIMA HUSAIN

UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

En octobre 2020, Alexander De Croo, alors Premier ministre, annonçait la volonté de recruter environ 1.600 nouveaux policiers afin de renforcer les effectifs. Pourtant, en 2023, seuls 1.043 aspirants inspecteurs ont entamé leur formation dans les académies du pays. Cet écart interroge l'attractivité du métier ainsi que la réalité du recrutement.

Plusieurs zones de police évoquent un nombre de candidatures insuffisant pour répondre aux besoins. Les horaires irréguliers, les exigences physiques et psychologiques du métier, mais aussi la forte médiatisation de certaines interventions policières peuvent peser sur l'image de la profession.

Si les autorités soulignent régulièrement la nécessité d'augmenter les effectifs policiers, les candidatures ne suivent pas toujours les objectifs fixés. La profession, confrontée à des critiques récurrentes et à des conditions de travail exigeantes, peine parfois à séduire les jeunes diplômés.

La formation de base s'étend sur un an. Elle combine des cours théoriques, des exercices pratiques et des stages, avant une immersion concrète sur le terrain. C'est dans ce contexte que Marine, 20 ans, et Matteo, 24 ans, suivent actuellement leur formation. À travers leurs témoignages, ils reviennent sur leur quotidien à l'académie, les compétences qu'ils développent et la manière dont ils envisagent un métier aussi exigeant qu'exposé aux critiques.

MATTEO, 24 ANS : GÉRER LE TERRAIN ET L'AUTORITÉ

Matteo raconte que son intégration à l'école s'est faite rapidement. « *Les formateurs sont très présents et assurent un suivi constant* », explique-t-il. Selon lui, la formation ne se limite pas aux cours : les stages permettent de découvrir la réalité du métier, avec des aspects qu'il ne soupçonnait pas avant d'entrer à l'académie.

Une journée type commence à 8 h par le rassemblement et le salut en présence des gradés et inspecteurs. À 8 h 15, les cours débutent : quatre heures de théorie ou de pratique. Matteo insiste particulièrement sur la communication : « *On nous apprend différentes méthodes, à rediriger, à résoudre les conflits et à proposer des solutions. Ce n'est que lorsque cela ne fonctionne pas que les injonctions et, si nécessaire, les contraintes peuvent être envisagées.* »

La profession, confrontée à des critiques récurrentes et à des conditions de travail exigeantes, peine parfois à séduire les jeunes diplômés.

Pour lui, les valeurs du métier se transmettent à travers le comportement quotidien et les évaluations. « *Les policiers peuvent être filmés et il est essentiel d'adopter un comportement irréprochable, tant pour se protéger que pour respecter la loi* », souligne-t-il.

Les futurs agents doivent apprendre à gérer non seulement les situations opérationnelles, mais aussi leur visibilité publique.

La gestion du stress et des situations à risque est également un point clé de la formation. « *Lors d'un exercice de fusillade avec des armes factices, le stress monte rapidement. Mais c'est là que l'on observe comment réagir, coordonner les actions et prendre le leadership.* » Matteo explique que ces moments permettent de comprendre le rôle de chacun et l'importance de la cohésion au sein d'une équipe sur le terrain.

Certains spécialistes des politiques de sécurité estiment toutefois que la durée actuelle de la formation est relativement courte face à la complexité du métier. Annelies Verlinden, alors ministre de l'Intérieur, déclarait en juin 2022 qu'environ dix mois de formation ne suffisent pas pour préparer pleinement les aspirants policiers aux défis du métier, et elle a évoqué l'idée d'une formation plus longue, inspirée de pays comme la Finlande, où les futurs agents suivent un cursus d'environ trois ans.

Enfin, Matteo réfléchit aux clichés et critiques que la police peut subir : « *Une interaction positive avec la police peut donner une bonne image, tandis qu'une expérience négative produit l'effet inverse. La presse n'aide pas toujours, et ces clichés ne sont pas nécessaires.* »

MARINE, 20 ANS : LA PLACE DES FEMMES ET LA PERCEPTION SOCIALE

Pour Marine, l'intégration à l'académie a été marquée par la dynamique homme-femme : « *Il y a énormément de garçons, mais je me sens égale à eux. Pour les filles, il faut vraiment bien s'intégrer dès le début.* »

La présence féminine reste encore minoritaire dans certaines promotions, même si les politiques d'égalité cherchent à encourager une meilleure représentation des femmes au sein des forces de l'ordre. Pour certaines aspirantes, l'intégration ne se joue pas uniquement sur le plan académique, mais aussi sur le plan social et relationnel.

Sa journée type ressemble à celle de Matteo, mais son regard sur la formation met davantage l'accent sur la perception sociale et les valeurs. Elle a suivi des cours sur les lois, la fonction policière et des mises en situation pour apprendre à rester calme et éviter la violence. « *Les cours de communication vont suivre* », précise-t-elle.

Face au stress et aux situations à risque, Marine sait que la pratique viendra avec les stages et les mises en situation réalistes : « *L'école paie des acteurs pour certaines simulations, mais rien ne peut vraiment nous préparer aux moments stressants sur le terrain.* »

Elle insiste aussi sur la relation police-population : « *Si un policier fait une erreur, c'est toute la fonction qui est mise en péril. En classe, on discute de vidéos où un policier agit mal, et mes camarades sont toujours critiques envers ce type de comportement. Ce qui fait notre métier, c'est la relation avec le public.* »

La confiance entre la police et la population constitue aujourd'hui un enjeu majeur des politiques de sécurité. Les académies cherchent ainsi à former des agents capables d'intervenir efficacement tout en maintenant un dialogue respectueux avec les citoyens.

Marine évoque enfin les stages de six mois en CDD, véritable immersion dans le métier, où les maîtres de stage évaluent les compétences et l'adaptabilité. « *Certains ne valident pas leur stage, car ils ne correspondent pas aux attentes* », précise-t-elle.

ENTRE FORMATION ET TERRAIN : DES ENJEUX DÉPASSANT LE QUOTIDIEN

Si Matteo insiste sur la gestion du terrain et la coordination en situation de stress, Marine met en avant la place des femmes et la perception sociale. Tous deux reconnaissent les exigences physiques et morales du métier, ainsi que la nécessité d'une communication efficace et du respect des valeurs.

La formation policière apparaît ainsi comme un équilibre fragile entre apprentissage technique, préparation psychologique et intégration des normes éthiques. Les académies doivent aujourd'hui préparer les futurs agents à évoluer dans un environnement où chaque intervention peut être observée, commentée et parfois contestée dans l'espace public.

Pour autant, leurs témoignages positifs ne doivent pas masquer certaines réalités : le nombre d'entrants reste inférieur aux objectifs de recrutement, et la pression sociale et médiatique pèse sur la profession. La formation théorique et pratique fournit des outils solides, mais c'est sur le terrain que se joue réellement la transformation d'un aspirant en policier.

Dans les années à venir, il ne s'agira pas seulement d'embaucher plus d'agents, mais aussi de déterminer quel type de police la société désire et comment la formation peut y répondre. Un enjeu central pour l'avenir de la relation entre police et population. •

EN SAVOIR PLUS

Lire l'article d'*Alter Échos* : « Police : comprendre les jeunes en dix leçons », Gilissen, P., 7 avril 2015, alterechos.be.

La formation policière apparaît ainsi comme un équilibre fragile entre apprentissage technique, préparation psychologique et intégration des normes éthiques.

« On m'appelait le ripou » : les coulisses du film

PAR SOUMAYA EL-HADDOUCHI ET LINA FATTAL

L'ANGLE DE NOTRE FILM

Avant les interventions, avant l'uniforme, avant même d'être sur le terrain, il y a une étape dont on parle très peu : la formation. C'est à partir de là que nous avons décidé de construire notre documentaire vidéo : « On m'appelait le ripou. »

Souvent, c'est le métier de policier qui est mis en avant dans les reportages, documentaires, films. Généralement, on parle peu de la formation, qui est pourtant essentielle, puisque tout commence là. Comment devient-on policier ? Ce que cela implique vraiment, ce que ça change dans une vie et surtout, est-ce que ces jeunes en formation sont vraiment préparés au métier, à ce qu'ils vont voir ?

Pour cela, nous avons rencontré Lucas Florian, policier au commissariat de Comte de Flandre. On lui a posé une vingtaine de questions sur sa formation, ses débuts, les difficultés, mais aussi sur ce qu'il ressent, lui, et sa famille. Le titre du reportage vient d'une phrase qu'il nous a dite. Au début, ses amis l'appelaient « le ripou », un terme d'argot (verlan de « pourri ») qui désigne un policier corrompu. Une blague, mais pas seulement. Cela montre aussi les clichés qui existent autour de la police, et le regard que les autres peuvent avoir, même dans son entourage proche.

La formation leur permet d'entrer dans le métier de policier, mais ils apprennent réellement une fois sur le terrain.

UNE FORMATION QU'ON NE VOIT JAMAIS

Lucas nous explique que la formation, ce n'est pas juste apprendre des règles ou des techniques. C'est aussi apprendre à gérer des situations humaines, parfois compliquées, et à se gérer soi-même dans ces situations, car, comme il le dit, chacun a un vécu et des traumatismes différents. Une même situation peut affecter les policiers de différentes manières, surtout à leurs débuts. La formation leur permet d'entrer dans le métier de policier, mais ils apprennent réellement une fois sur le terrain. Il parle des doutes, de la pression, du fait de devoir être prêt mentalement. Il explique aussi que cela ne touche pas que lui : sa famille a dû s'adapter à le voir moins, et à parfois s'inquiéter.

C'est ça qu'on voulait montrer, pas juste un métier, mais tout ce qu'il y a derrière, avec des aspects positifs et négatifs, loin des images souvent simplifiées ou stéréotypées que l'on voit habituellement.

LES COULISSES D'UN PARCOURS DU COMBATTANT

Mais avant même de pouvoir poser une seule question, il a fallu trouver un policier qui accepte de réaliser l'interview. Et ça, ça a été clairement la partie la plus compliquée. On a envoyé énormément de mails. Vraiment beaucoup. La plupart sont restés sans réponse. D'autres ont mis des semaines à revenir… pour dire non. Sur place, dans les commissariats, c'était souvent la même réponse : « *Il faut envoyer un mail.* »

Nous nous sommes même rendues directement à l'école de police, en nous disant que cela allait peut-être débloquer les choses. On y est allées avec tout le matériel professionnel, hyperlourd, en jeûnant, sous la chaleur. C'était à Evere, donc presque une heure de trajet pour y arriver. On →

→ a fait tout ça avec l'espoir que ça marche. Sur place, on nous dit d'attendre. On attend, encore et encore, comme on le fait depuis un mois dans l'espoir d'une réponse positive. Et en fin de compte, une responsable arrive, regarde notre équipement… et refuse. Pour elle, c'était impossible de filmer sans autorisation au préalable de son supérieur et notre caméra était susceptible de les mettre mal à l'aise.

Un jour, on a enfin une réponse positive. Une jeune policière accepte d'être filmée. On était très contentes. Après tous les refus, on pensait que c'était bon. Le lendemain matin, on se lève tôt, très fatiguées, presque sans avoir dormi, et là, message inattendu : elle annule. Le matin même. Gros coup dur, nous étions tellement soulagées la veille. Après tout ce qu'on avait fait, tout retombe d'un coup.

On refait le tour des commissariats et tous ont la même réponse, unanimement : *« Il faut envoyer un mail. »* Après quelques discussions avec des policiers, on nous explique pourquoi tant de refus. Le problème n'était pas le reportage, mais plutôt ce qu'ils allaient dire devant la caméra. Ils ne peuvent pas accepter un reportage sans que leur chef (du commissariat en question) ait vu les questions et analysé leur réponse, car il nous a dit : *« C'est notre réputation qui est en jeu, nous ne pouvons pas dire n'importe quoi devant une caméra. »* Pour des reportages ou documentaires, la demande passe souvent par une enquête.

LE MOMENT OÙ TOUT BASCULE

Et puis, un peu par hasard, une solution arrive. La cousine de Soumaya nous dit qu'elle connaît un policier. Là, directement, on reprend espoir. On prend contact avec Lucas. Il est partant, mais, évidemment, nos horaires ne correspondent pas du tout. On était même à deux doigts de faire l'interview dans un train, juste pour que ça se fasse. Et puis finalement, retournement de situation : il nous envoie un message pour dire qu'il a réussi à obtenir l'autorisation de filmer directement au commissariat.

Là, c'était vraiment le soulagement. On prévient, on s'organise, je réveille Lina de sa sieste, et on part.

UN TOURNAGE DE NUIT

On arrive au commissariat vers 21 h. Cette fois, c'est la bonne. Mais niveau matériel, ce n'était pas l'idéal. Les caméras de l'école, on avait dû les rendre entre-temps, après deux semaines où on n'avait quasiment rien pu filmer à cause de toutes les difficultés rencontrées. On a donc fait avec ce qu'on avait : un téléphone, un trépied et des micros qu'on avait achetés spécialement pour l'interview. Après l'interview, il était 23 h passées. Nous marchions avec un téléphone contenant 34 minutes de rush (oui, oui trente-quatre minutes, on était tellement contentes qu'on a failli réaliser un film) et un sourire jusqu'aux oreilles. Ça résume bien toute l'expérience. Rien ne s'est passé comme prévu, mais on a quand même réussi à aller au bout.

UN MAL POUR UN BIEN

Finalement, malgré toutes les difficultés, les refus, les trajets interminables et les nuits blanches, on y est arrivées. On a failli abandonner tellement de fois, mais quand on a enfin pu réaliser l'interview, la satisfaction était immense. Voir notre travail prendre forme, entendre Lucas partager son expérience, et savoir que tous nos efforts avaient payé, c'était un vrai moment de bonheur.

Et puis, pour nous, qui aimons toutes les deux le monde de l'audiovisuel, ce projet a été une preuve qu'avec de la persévérance, même les défis les plus compliqués peuvent se transformer en une expérience enrichissante et mémorable. Et au moins, ça nous fera des choses à raconter… •

Une même situation peut affecter les policiers de différentes manières, surtout à leurs débuts.

« ÊTRE POLICIER AUJOURD'HUI : ENTRE ENGAGEMENT ET PRESSION PSYCHOLOGIQUE »

En Belgique, la police compte environ 39 000 agents, répartis entre les niveaux fédéral et local, selon la police fédérale belge. Mais, derrière ces chiffres, la santé mentale inquiète : près d'un policier sur quatre se dit exposé au burn-out, d'après des enquêtes internes et syndicales.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-EMILE ALVAREZ

La pression sur le terrain reste forte. Selon l'Observatoire de Safe Brussels, plus de trois policiers sur dix déclarent subir des violences physiques au moins une fois par mois dans certaines situations. Les menaces et intimidations sont, elles aussi, devenues fréquentes.

Dans ce contexte, certains évoquent une transformation profonde du métier. C'est le cas de Jacques (le prénom a été modifié), un agent de 48 ans, entré en 1997 et aujourd'hui membre de la zone SECOVA (Soumagne, Comblain-au-Pont, Visé, Dalhem). Après près de vingt ans d'intervention, il témoigne d'un quotidien marqué par l'engagement, mais aussi par une perte d'autorité et une pression accrue.

AML : Quel a été votre parcours dans la police ?
JACQUES : Entré dans la police en 1997 à Visé, j'ai rejoint en 2005 la zone SECOVA après la réforme, où je suis devenu gradé puis responsable du carrefour d'information zonal.

J'ai passé près de 18 ans en intervention, au contact direct du terrain et de la population. Aujourd'hui, je travaille au service administratif, tout en restant en lien avec les réalités opérationnelles via la gestion des informations et les contacts avec les citoyens.

AML : Êtes-vous confronté à des violences dans l'exercice de votre métier ? Si oui, sous quelles formes se manifestent-elles le plus souvent ?
JACQUES : Oui, mais cela dépend beaucoup de la fonction occupée. Aujourd'hui, dans un service administratif, il s'agit surtout de violences verbales, par téléphone, avec des personnes agressives ou menaçantes. Lorsque j'étais en intervention, j'ai déjà été confronté à des violences physiques, mais ce n'était pas quotidien. Cela arrivait surtout dans des situations tendues ou avec des personnes sous l'influence de l'alcool ou de stupéfiants. J'ai aussi reçu des menaces, généralement dirigées contre ma fonction plutôt que contre moi personnellement. En revanche, certains collègues ont vécu des situations plus graves, avec des menaces visant leur famille ou →

→ des actes d'intimidation, comme des dégradations de leurs biens privés. Dans ces cas-là, ce n'est plus seulement le policier qui est visé, mais la personne elle-même. Sur les réseaux sociaux, il y a aussi beaucoup de critiques et de messages haineux. Cela reste souvent général, mais il arrive que certains policiers soient identifiés et ciblés personnellement.

AML : Comment expliquez-vous la méfiance ou l'hostilité d'une partie de la population envers la police ?
JACQUES : Je pense que le premier facteur, c'est que la police représente l'État et l'autorité. Quand des personnes sont en désaccord avec une décision ou avec l'autorité en général, c'est souvent vers la police que leur frustration se dirige, parce que c'est nous qu'elles voient directement sur le terrain. On constate aussi que les règles sont moins bien acceptées qu'auparavant. Même un simple contrôle routier peut aujourd'hui provoquer des réactions agressives. Il y a également une image de la police associée uniquement à la sanction, notamment les amendes, alors que notre travail comprend aussi une dimension d'aide et d'assistance à la population. Enfin, il existe une confusion entre le rôle de la police et celui de la justice : lorsque des affaires n'aboutissent pas ou prennent du temps, les citoyens peuvent penser que la police n'a pas fait son travail, alors que les décisions dépendent du système judiciaire.

« J'ai connu plusieurs collègues qui se sont suicidés. »

Jacques (prénom modifié)

AML : Certains citoyens dénoncent aussi certaines pratiques policières, comme des contrôles perçus comme injustifiés ou un usage excessif de la force. Comprenez-vous que ces expériences puissent alimenter cette méfiance ?
JACQUES : Oui, je peux comprendre que certaines interventions puissent être mal perçues, surtout lorsqu'elles sont sorties de leur contexte ou mal expliquées. Chaque intervention est différente et dépend de nombreux facteurs, notamment le comportement de la personne contrôlée ou la situation de danger. La grande majorité des policiers travaillent dans le respect de la loi et des procédures, mais comme dans tous les métiers, il peut y avoir des erreurs ou des situations mal comprises. Le problème, c'est que ces cas-là peuvent marquer les esprits et influencer l'image globale de la police.

AML : Comment percevez-vous les accusations de violences policières relayées dans les médias et sur les réseaux sociaux ?
JACQUES : Il existe des situations réelles, mais aussi des cas où les faits sont mal interprétés, notamment lorsque les images circulent sans contexte. Aujourd'hui, tout peut être filmé et diffusé très rapidement. Une intervention peut être jugée sur quelques secondes de vidéo, sans que l'ensemble de la situation soit connu. Il faut distinguer une intervention nécessaire, dans un cadre légal, d'un comportement inapproprié. La grande majorité des policiers font leur travail correctement, mais certains cas isolés peuvent affecter l'image de toute la profession.

AML : Existe-t-il des mécanismes de contrôle lorsque des policiers commettent des erreurs ou lorsque des citoyens portent plainte ?
JACQUES : Oui, il existe différents mécanismes. Une plainte peut être examinée en interne par la hiérarchie, mais aussi par des organismes externes comme le Comité P. Avec l'expérience, on comprend que ces contrôles font partie du fonctionnement normal de l'institution. Ils permettent d'analyser les interventions et de vérifier si les règles ont été respectées.

AML : La formation policière prépare-t-elle suffisamment à la réalité du terrain, selon vous ?
JACQUES : Oui, la formation est bonne et adaptée à la réalité du terrain. Elle évolue avec le temps pour s'adapter aux nouvelles situations. Mais il est impossible d'apprendre tout en formation, parce que le métier est très varié et chaque situation est différente. La gestion de la violence et du stress s'apprend beaucoup avec l'expérience. Il y a aussi des formations continues, avec des simulations d'interventions, ce qui permet de rester préparé. Ce qui

pourrait être amélioré, c'est l'accompagnement psychologique des policiers, pour les aider à gérer certaines situations difficiles.

AML : La formation met-elle aujourd'hui suffisamment l'accent sur la désescalade et la gestion des conflits ?
JACQUES : La formation a beaucoup évolué par rapport à mes débuts. À l'époque, on insistait surtout sur les aspects techniques et juridiques. Aujourd'hui, on parle davantage de communication, de gestion du stress ou de techniques de désescalade. C'est une évolution positive, parce que beaucoup d'interventions peuvent être résolues par le dialogue. Mais la formation ne peut pas tout prévoir : certaines situations restent imprévisibles et demandent surtout de l'expérience.

AML : Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous êtes confronté dans l'exercice de votre métier aujourd'hui ?
JACQUES : La charge de travail varie fortement selon le service et la zone géographique. Intervenir dans une zone calme n'a rien à voir avec le quotidien des grandes villes comme Liège ou Bruxelles. Cependant, tous les agents subissent des horaires pénibles avec le travail de nuit, les week-ends et les jours fériés. Le manque de personnel et les difficultés de recrutement aggravent la situation.

L'absentéisme augmente et ceux qui sont présents doivent trinquer pour compenser les effectifs manquants. Le métier devient aussi techniquement épuisant. Les lois et les procédures changent sans cesse, comme avec le nouveau Code pénal prévu pour 2026, qui nous obligera à tout réapprendre. Il faut désormais être un expert dans tous les domaines, notamment avec l'informatique, qui évolue très vite. Enfin, le travail administratif prend un temps énorme, car la justice est débordée et délègue de plus en plus ses tâches à la police.

AML : Vous sentez-vous suffisamment soutenu par votre hiérarchie après des interventions difficiles ?
JACQUES : Personnellement, j'ai toujours ressenti un bon soutien. Il existe des services comme le « Stress-Team » au fédéral ou des services d'assistance aux victimes en interne. On organise des débriefings opérationnels, mais aussi émotionnels avec des psychologues. La hiérarchie peut conseiller ces aides après une intervention traumatisante. Le soutien de la famille est aussi crucial, car ils savent que nous faisons un métier particulier. Malheureusement, je pense que certains jeunes ne sont peut-être pas toujours au courant de tout ce qui est mis en place pour eux.

« Quand un policier veut passer à l'acte, il a déjà l'arme et la formation. »

Jacques (prénom modifié)

AML : Comment percevez-vous les difficultés psychologiques auxquelles certains policiers peuvent être confrontés ?
JACQUES : Oui, c'est une réalité. Certains policiers sont déçus par le métier, parce que la réalité ne correspond pas à ce qu'ils imaginaient. C'est un métier difficile, avec des contraintes importantes et parfois un manque de reconnaissance. J'ai connu plusieurs collègues qui se sont suicidés. C'est toujours difficile de démêler le privé du professionnel, car nous passons parfois plus de temps avec nos collègues qu'avec nos propres familles. Mais il y a un facteur indéniable : l'accès à l'arme. Un civil peut « rater » une tentative avec des médicaments ; un policier, lui, a un outil irréversible entre les mains et il sait s'en servir. C'est pour cela que le soutien de la hiérarchie et des services comme le « Stress-Team » est vital, même si certains jeunes n'osent pas encore y faire appel. •

EN SAVOIR PLUS

Lire l'article d'*Alter Échos* : « Quand la mort fait partie du job », Cobbaut, N., 30 janvier 2024, alterechos.be

L'ÉLOQUENCE COMME LEVIER D'ÉMANCIPATION

À deux pas du quartier européen, épicentre des décisions politiques où se dessine l'avenir du monde, une autre réalité, plus discrète mais tout aussi essentielle, se construit quotidiennement. C'est ici que l'association « Les Ambassadeurs de l'expression citoyenne » déploie ses actions.

Depuis plusieurs années, elle accompagne les jeunes dans l'apprentissage de la prise de parole, à travers des cycles de formation, des débats publics et des concours d'éloquence.

Ce reportage s'inscrit dans la thématique « Bruxitizen 2026: jeunesse et institutions », en explorant comment une structure associative peut se transformer en un véritable levier d'émancipation.

Le dimanche 8 mars 2026 à travers le suivi immersif d'Ance et Adama, nous découvrons les étapes d'une évolution personnelle : celle d'une confiance en soi qui se forge dans l'écoute et l'argumentation.

Mon approche photographique cherche à créer un dialogue visuel constant entre deux mondes : la rigueur froide des institutions européennes et la vitalité bouillonnante de ces jeunes qui les remettent en question. Loin de se laisser marginaliser par un système qui leur semble parfois inaccessible, ces citoyens en devenir revendiquent, par la force de leurs mots, la place qui leur revient de droit au sein de la société.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR OULAD AMAR YASMINE

« Avant l'association, j'étais quelqu'un de beaucoup plus réservé, beaucoup plus timide. Aujourd'hui, je peux parler devant 10, 20 ou même 100 personnes sans aucun mal. »

Adama Bah

Le contraste entre l'architecture et la jeunesse
Bâtiment institutionnel : la Maison de la Francité.



Vers une voix affirmée
Exercice de prise de parole avec un casque diffusant du bruit afin de simuler les distractions d'un public.



Hicham Al Hotmani, coordinateur stratégique, présente une animation au groupe.



Moment de discussion entre participants lors d'une rencontre des Ambassadeurs de l'expression citoyenne.



Adama Bah, membre active au sein de l'association : *« Les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes de demain. Marginaliser cette partie de la population aura des conséquences, non seulement pour nous, mais pour la société tout entière. »*



Ance Kitembo, chargé de projet au sein de l'association : *« Trop souvent, la parole des jeunes est minimisée ou mise de côté. On finit par se sentir marginalisés dans le débat public. »*

« Notre force, c'est la transmission entre pairs. Nous ne sommes pas là pour infantiliser les autres jeunes, mais pour leur offrir un espace sécurisant où leur parole est légitime. »

Ance Kitembo



L'auditoire Paul-Émile Janson : les étudiants minuscules, réduits à de simples points dans la salle. Bruxelles, mars 2026.

Pourquoi la représentation compte

Lorsque j'ai choisi de m'immerger dans ce photo-documentaire, je ne pensais pas qu'il me mènerait au cœur du Cercle Binabi à l'Université libre de Bruxelles. Très vite, j'y ai découvert un espace où des étudiants afro-descendants sont pleinement eux-mêmes, dans un environnement universitaire parfois codifié et impersonnel. Ce projet s'inscrit dans la thématique Bruxitizen 2026 : jeunesse et institutions. À travers ces images, je m'interroge sur la place de la jeunesse issue de la diversité dans l'institution académique. Il montre comment ces étudiants inventent leurs propres espaces de soutien pour compenser le manque de représentativité et naviguer dans un système exigeant. Mon angle journalistique se concentre sur l'impact de la représentation et de la connivence culturelle. Je souhaite montrer comment ce collectif transforme le sentiment d'être une « exception » en une force concrète, sociale et professionnelle. Pour ce faire, j'ai capturé des moments de vie contrastés entre l'université et le Cercle : l'immensité des amphithéâtres face à la proximité du local, les instants de concentration solitaire et les échanges animés qui font vivre le quotidien des étudiants.

PAR BLESSING NKOY



« Ce qui m'a attiré, c'est d'abord le côté communautaire afro-descendant, mais c'est surtout cette accessibilité : ici, il n'y a pas d'interviews à passer ni de barrières, tu peux juste venir et exister [...] Ce lieu a vraiment bousculé ma façon de voir l'université, et surtout mes rapports aux autres. Avant, je restais dans ma bulle ; je pouvais passer un mois sans adresser la parole à quelqu'un que je ne connaissais pas, non par calcul, mais simplement parce que je n'en ressentais pas la nécessité. Le cercle a fini par débloquer quelque chose en moi. Aujourd'hui, je peux échanger avec les gens naturellement, sans but particulier. Ce n'est pas que je sois devenu une autre personne ou que je me force, c'est juste que ma vision a changé. »

IBRAHIM, 21 ANS

Étudiant en bachelier en économie de gestion à la Solvay Brussels School of Economics and Management, apparaît, seul, et réfléchit. Puis il rit avec ses amis, montrant le côté plus ouvert et sociable qu'il a développé au fil du temps. Bruxelles, mars 2026.

« Ce qui m'a surpris, c'est que ce n'est pas seulement un lieu où l'on se retrouve entre étudiants. C'est aussi une structure assez organisée, avec plusieurs départements. Certains sont dédiés à l'apprentissage, notamment à travers des conférences, des moments de lecture ou d'autres activités intellectuelles. D'autres sont davantage orientés vers l'accompagnement professionnel : ils nous aident à structurer notre parcours, à trouver des stages, à accéder à des opportunités d'emploi et, plus largement, à mieux préparer notre entrée dans le monde du travail. »

NATHAN, 23 ANS

Ancien étudiant en langues et lettres





« J'ai découvert le Cercle à la bibliothèque grâce à deux étudiants. À l'université, je m'entends bien avec tout le monde, mais je suis souvent l'un des rares afro-descendants de mon groupe, et il y a des sujets sur lesquels on ne se retrouve pas forcément. Le Binabi est devenu un véritable point d'ancrage : un espace où je retrouve des gens qui partagent les mêmes références, avec qui 'on parle la même langue' et où il n'y a pas besoin de s'expliquer (= connivence culturelle). Ce que j'adore aussi, c'est ce côté imprévisible : on ne sait jamais trop comment ça va se passer en entrant dans le local. Parfois, les discussions sont animées, parfois certains sont juste là pour se poser ou dormir, et parfois on se met à jouer aux cartes. »

NEXSEL, 23 ANS

Étudiant en master d'économie d'entreprise à la Solvay Brussels School of Economics & Management, pose devant la Bibliothèque des sciences humaines Simone Veil (ULB). Bruxelles, mars 2026.



Un membre prend la parole lors d'une discussion sur l'importance de la représentation dans les médias. Bruxelles, mars 2026.

« J'ai grandi dans un environnement assez occidental et, au Binabi, c'était la première fois que je n'étais plus l'exception. Mes cheveux, ma couleur de peau… tout ce qui me distinguait auparavant était devenu banal. Ce qui nous rapprochait, c'était surtout nos expériences de vie. On sait comment la société fonctionne : elle sera toujours moins tolérante avec nous. On sait qu'on doit faire deux fois plus, travailler davantage… C'est pour ça que j'ai choisi des études exigeantes. Le cercle, en tant que collectif, nous apporte un vrai soutien, et cette conscience commune nous aide à avancer sans porter cette pression seuls. » (Antoine)



ANTOINE, 19 ANS (à gauche), étudiant en bachelier en ingénieur civil, et **AIMÉ, 23 ANS** (à droite), étudiant en master de droit, participent à une soirée team building dans le local de la résidence universitaire Nelson Mandela. Bruxelles, mars 2026.

Jeunes et institutions : une parole sans filtre sur Radio Panik

PAR CHAÏMA EL YAHIAOUI

Quel rapport les jeunes entretiennent-ils avec les institutions ? C'est la question au cœur de l'émission réalisée par les jeunes de l'ABER (Antenne bruxelloise d'éducation et de réinsertion), en direct depuis les studios de Radio Panik dans laquelle ils partagent leurs expériences sur l'école, la santé mentale et l'aide à la jeunesse.

Les institutions font partie du quotidien des jeunes, parfois sans même qu'on y pense. L'école, la justice, les services d'aide, les structures de soin… autant d'espaces qui organisent, encadrent ou influencent leurs parcours. Pour les jeunes de l'ABER, cette question s'est rapidement imposée comme un fil rouge.

L'ÉCOLE : ENTRE PROMESSES ET TENSIONS

L'école d'abord. Premier lieu de socialisation, premier contact structurant avec une institution, elle devrait être un espace d'apprentissage, d'émancipation et de développement personnel. C'est en tout cas l'ambition affichée dans le décret Missions. Mais au fil des échanges, un autre récit a émergé.

> L'école est aussi un lieu de tension, d'incompréhension, parfois de souffrance.

Pour plusieurs jeunes, l'école est aussi un lieu de tension, d'incompréhension, parfois de souffrance. Très vite, la question de la santé mentale s'est imposée dans les discussions : fatigue psychologique, anxiété, sentiment de ne pas être entendu ou soutenu.

SANTÉ MENTALE ET INSTITUTIONS DE SOINS

Cette réflexion les a amenés à élargir le débat aux institutions de soin. Dans l'émission, les jeunes interrogent les représentations autour des hôpitaux psychiatriques, confrontées aux expériences personnelles de certains participants.

L'AIDE À LA JEUNESSE : QUELLE PLACE POUR LA PAROLE DES JEUNES ?

Leur regard se tourne ensuite vers l'aide à la jeunesse. Quelle place laisse-t-on réellement à la parole des jeunes dans les décisions qui les concernent ? Comment vit-on un placement ? Que reste-t-il quand une décision est prise « pour son bien » sans avoir le sentiment d'avoir été entendu ?

Les expériences partagées sont contrastées, parfois douloureuses, parfois plus nuancées, marquées aussi par des rencontres importantes avec certaines figures éducatives.

UNE PAROLE BRUTE ET PERSONNELLE

À travers cette émission, accompagnés par Les Microsondes, collectif fondé par Jeanne Gougeau et Ophélie Bouffil, les jeunes de l'ABER livrent une parole brute, personnelle, sans prétendre parler au nom de tous, mais avec l'envie de raconter ce que ces institutions représentent dans leurs parcours.

L'émission *Les jeunes de l'ABER disent les termes* est à découvrir sur Radio Panik ainsi que sur Bruxitizen.be. •

LE RAPPORT DES JEUNES AUX INSTITUTIONS

De par la volonté de la Fédération Wallonie-Bruxelles de supprimer la reconnaissance et le financement des organes de jeunesse des partis politiques ainsi que la très faible représentation des jeunes dans les institutions décisionnelles, les jeunes sont de plus en plus écartés de l'espace politique alors même que les choix actuels dans lesquels ils ne sont pas impliqués dessinent pourtant le monde dont ils hériteront. Dans le volet de Bruxitizen qui a pour thématique « le rapport de la jeunesse face aux institutions », j'ai suivi trois jeunes qui continuent à s'engager dans l'espace politique. Mon approche photographique vise à montrer le rapport constructif des jeunes avec les institutions. Les témoignages recueillis, associés aux différentes photos prises, ont pour but de montrer comment la jeunesse s'engage dans le paysage politique et de montrer son rapport aux institutions. À travers ce photoreportage, je souhaite mettre en lumière l'engagement de ces jeunes, laissés dans l'ombre de l'échiquier politique et marginalisés par les institutions décisionnelles. Nous examinerons ce rapport à travers leur point de vue et leur mode de mobilisation.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR UGO HACTERGAL



« L'engagement politique c'est être un relais, écouter les citoyens et porter les voix dans les institutions. »

Baptiste Vernaeve



« Je m'appelle Charles Bracq, j'ai 22 ans et je suis étudiant en droit à l'Université Saint-Louis à Bruxelles. Je suis du parti des Engagés et je suis conseiller communal. »

Charles Bracq



« Je m'appelle Maxime Timmerman, 26 ans, actuellement président de DéFi Jeunes. […] J'ai été président régional pour DéFi en Région bruxelloise et vice-président du parti. »

Maxime Timmerman



« Je m'appelle Baptiste Vernaeve, j'ai 22 ans et je travaille au CPAS de la Ville de Bruxelles et je suis chargé de la communication du président du CPAS. Je suis également conseiller communal et conseiller de police à la commune de Rhode-Saint-Genèse. »

Baptiste Vernaeve

« Au plan politique non partisan, je suis représentant des étudiants à l'ULB et je suis membre du BEA, comité des étudiants, où je représente la faculté des sciences. Je suis présent dans les affaires étudiantes et responsable des étudiants à besoins spécifiques. Je suis dans la commission des recours de ces étudiants. »

Maxime Timmerman



Un engagement en dehors de la sphère politique

« Je ne manifeste pas, mais je fais des marches blanches. […] Au niveau associatif, mes parents ont une association de fête et, chaque année, avec l'association, on accompagne des malades à Lourdes et on organise des événements pour financer ces voyages. »

Charles Bracq

→ « Ce qu'on fait a du sens, on fait des actions, on sensibilise les gens, on crée des opportunités, c'est émancipateur pour certains jeunes. Ça m'a appris tellement de compétences qui vont pouvoir me permettre de travailler et de m'émanciper personnellement. [...] Un mot qui peut décrire mon engagement est le mot : évolution. Ça m'a permis d'évoluer sur plein de sujets personnels, politiques, ça m'a ouvert au monde et à réfléchir pour d'autres. Ça m'a permis de prendre énormément de maturité et d'apprendre à m'organiser. »

Maxime Timmerman



Maxime Timmerman occupé à faire un rapport sur la réunion concernant la suppression de la reconnaissance et du financement des organes de jeunesse des partis politiques.

« J'ai envie de faire changer les choses, la politique est un devoir citoyen. On est là pour faire changer les mentalités et éviter de tomber dans les extrêmes et apporter de la place pour de la nuance. Mon engagement est citoyen non politique. […] c'est pour but de porter une voix. » Maxime Timmerman



Charles Bracq sert les repas comme bénévole dans l'association de ses parents « Fondation Arc-en-ciel ».

« Mon engagement est constant car, en tant qu'élu communal et en tant que citoyen de ma commune, dès que je sors, je suis directement en contact avec la politique. »

Charles Bracq

« (...) C'est aux élus d'être sur le terrain et d'écouter. Selon moi, les revendications sont censées être connues par les élus. [...] Il faut briser cette frontière pour rapprocher les élus et le peuple. »

Charles Bracq

POPULATION, MÉDIAS, JUSTICE : LA CORDE À TROIS FILS

1 sur 5. C'est la part de jeunes qui estiment ne pas être assez informés sur la justice belge. Ce chiffre vient de l'avis « Vous avez dit justice ? » publié en décembre 2022. Le Forum des jeunes, avec Défense des enfants International-Belgique (DEI), y interroge des 16–30 ans sur la justice, notamment celle des mineurs. Le constat est clair : un fossé de communication persiste entre l'institution et la population. Et la tendance n'aide pas. D'après le Baromètre de la justice 2024, la confiance a reculé, passant de 66 % en 2010 à 54 % en 2024. Dans ce contexte, comment circulent les informations entre justice, médias et citoyens ? Éléments de réponse avec le journaliste Sébastien Georis et le juriste Manuel Lambert.

PAR LILIA-ANAÏS MODABI

TROIS ACTEURS CLÉS : MÉDIAS, JUSTICE, POPULATION

Les médias

Souvent qualifiés de « quatrième pouvoir », ils garantissent la liberté d'expression et l'accès à l'information, rappelle le Conseil de l'Europe.

En Belgique, huit personnes sur dix s'informent sur la justice via le JT, selon le Conseil supérieur de la justice ; beaucoup utilisent aussi les réseaux sociaux.

Pour Sébastien Georis, informer implique des règles strictes : vérifier les faits, rester indépendant, respecter les personnes. Cela inclut aussi certaines contraintes judiciaires, comme la protection des mineurs.

La justice

Elle veille au respect des règles qui organisent la vie en société, rappelle l'asbl Citoyenneté & Participation. Elle est censée servir les citoyens — encore faut-il qu'ils la comprennent.

À la Ligue des droits humains, Manuel Lambert agit pour garantir le respect des droits fondamentaux, notamment via des actions auprès du Parlement et des tribunaux.

La population

Au cœur du système, elle semble pourtant s'en éloigner. Pour le Forum des Jeunes et la Défense des enfants International-Belgique, une solution s'impose : écouter davantage les jeunes et intégrer leurs idées.

Si le lien entre institutions et citoyens se fragilise, qu'en est-il de la relation entre justice et presse ?

JUSTICE ET MÉDIAS : UNE RELATION D'ENTRAIDE

La relation entre la presse et la justice se caractérise par un principe simple : le respect des missions de chacun.

Sébastien Georis insiste sur la séparation des pouvoirs. « *Entre la justice et la presse, il n'y a pas de relation d'autorité. Nous ne sommes pas non plus dans une relation de partenariat. Évidemment, on a des contacts avec la police et la justice, mais dans le respect des missions respectives de chacun.* »

Selon le Centre de recherche et d'information socio-politiques, la séparation des pouvoirs est un principe clé de l'État de droit. La presse et la justice sont donc indépendantes et sans lien d'autorité.

Cela n'empêche pas des échanges ponctuels : chacune peut s'appuyer sur l'autre pour remplir son rôle. Manuel Lambert souligne d'ailleurs que les médias contribuent à rendre visibles les actions et combats de la Ligue des droits humains (LDH).

Pour le journaliste de la RTBF, couvrir l'actualité judiciaire ne diffère pas fondamentalement des autres domaines. « *Comme dans d'autres domaines, il y a des règles et des réflexes journalistiques à suivre. Mais comme dans d'autres, il est bien de développer des connaissances approfondies.* » Il explique que cette expertise dans le domaine judiciaire s'acquiert avec le temps.

En 2024, le Conseil supérieur de la justice — organe indépendant chargé de veiller au bon fonctionnement de la justice — a publié un rapport issu d'une table ronde sur la communication entre l'ordre judiciaire, les médias et le grand public.

L'objectif : dresser un état des lieux et proposer des pistes d'amélioration. Parmi elles, la mise en place de formations destinées aux journalistes sur le fonctionnement du système judiciaire, afin de dépasser un apprentissage souvent informel du terrain.

Des défis concrets subsistent, notamment sur la question des images. « *Mettre en image les sujets judiciaires reste compliqué : la justice n'est pas toujours très visuelle* », explique le journaliste.

Pour y répondre, le Conseil supérieur de la justice suggère, dans son rapport de 2024, d'examiner la possibilité pour le ministère public de fournir des images dans certaines affaires, via un cadre clairement défini.

Malgré leur indépendance, justice et médias se rejoignent autour d'un objectif commun : l'intérêt général, qui les amène à se soutenir ponctuellement dans leurs missions.

POURQUOI CE FOSSÉ COMMUNICATIONNEL ?

Comme évoqué en début d'article, une part importante de jeunes estime manquer d'informations sur le système judiciaire belge. Dans un contexte de méfiance croissante envers les institutions, une question se pose : d'où vient cette rupture ?

> « Entre la justice et la presse, il n'y a pas de relation d'autorité. Nous ne sommes pas non plus dans une relation de partenariat. »
>
> **Sébastien Georis**

Dans le cadre de son travail à la LDH, Manuel Lambert constate cette méconnaissance du système, en particulier chez les jeunes : « *La population connaît mal la justice. Nous le voyons régulièrement lors d'audiences ouvertes au public : les gens sont souvent surpris par ce qui s'y passe et par son fonctionnement réel.* »

Le conseiller juridique illustre ses propos avec le cas de Nizar Trabelsi : un homme tunisien condamné en 2004 pour tentative d'attentats →

terroristes. Selon la RTBF, il est revenu en Belgique et ne pouvait pas être expulsé vers la Tunisie où se pratique encore la torture. Pour comprendre cette décision, il faut aussi connaître certaines notions juridiques : la fonction de la Cour de cassation, la hiérarchisation des normes juridiques, etc. Une meilleure connaissance du système permettrait aux gens de mieux s'orienter quand ils y font face.

Le langage judiciaire constitue aussi un obstacle. Manuel Lambert souligne qu'il reste difficilement accessible : « *Il est souvent question d'échanges entre avocats, juges ou parquet, ce qui rend la compréhension compliquée pour les personnes concernées.* »

Ce constat est partagé par des jeunes placés en IPPJ, interrogés dans l'avis du Forum des jeunes et de la DEI : « *C'est très difficile de comprendre toutes les informations reçues, les professionnels, surtout la juge, s'expliquent de manière complexe.* »

Un manque d'informations et de clarté. Ces éléments constituent en partie des points clés dans l'écart entre la population et la justice.

UNE MEILLEURE COMMUNICATION POUR DE MEILLEURES RELATIONS

Attention ! Le tableau n'est pas complètement noir. Et comme on dit, chaque problème a sa solution ! Dans notre cas, il serait question d'un travail de pédagogie et de transparence pour améliorer l'accessibilité aux informations sur le fonctionnement judiciaire.

Selon Sébastien Georis, la presse doit rendre les informations sur la police et la justice à la fois claires et complètes : « *Il faut les rendre accessibles pour que le public comprenne leur fonctionnement, en les vulgarisant et en les synthétisant.* »

Les répondants à l'avis de 2022 du Forum des Jeunes et de la DEI évoquent aussi le recours à des formats comme les réseaux sociaux ou des vidéos explicatives, produits par les acteurs judiciaires eux-mêmes.

Pour le journaliste, les médias doivent aussi s'adapter aux jeunes en passant par les canaux qu'ils utilisent pour s'informer.

L'avis « Vous avez dit justice ? » souligne également l'importance d'aborder la justice dès l'école. Des initiatives comme « Justice à la barre », proposée par l'ONG Citoyenneté & Participation, permettent de découvrir le système judiciaire à travers des mises en situation et des jeux de rôle.

Les répondants ont aussi exprimé la mobilisation des maisons de jeunes ou de centres d'informations pour qu'ils puissent avoir accès à ces informations dans des lieux qu'ils fréquentent.

Manuel Lambert plaide aussi pour une plus grande ouverture des tribunaux au public, afin de mieux faire comprendre leur fonctionnement et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Il insiste également sur la nécessité d'un langage clair et accessible lorsque la justice s'adresse aux citoyens — un point qui rejoint la 16e recommandation de la table ronde du Conseil supérieur de la justice (juin 2024).

Alors, comment circule l'information entre justice, médias et citoyens ? En bref : elle reste peu accessible et se diffuse mal.

Entre la presse et la justice, deux pouvoirs indépendants, un effort de formation des journalistes sur le fonctionnement judiciaire apparaît nécessaire. Un chantier utile pour les années à venir.

Mais l'essentiel est ailleurs : la justice — et, dans une moindre mesure, les médias — doit recréer un lien avec la population. Cela passe par un langage plus simple, mais aussi par une présence plus directe auprès des citoyens. Car sans compréhension, pas de confiance — et sans confiance, la justice peine à remplir pleinement son rôle. •

« La population connaît mal la justice. Nous le voyons régulièrement lors d'audiences ouvertes au public : les gens sont souvent surpris par ce qui s'y passe et par son fonctionnement réel. »

Manuel Lambert

QUAND LES JEUNES ÉCRIVENT LES INSTITUTIONS

Dans le cadre du projet Bruxitizen, les jeunes de l'ABER ont exploré la question de leur rapport aux institutions à travers des ateliers d'écriture animés par Kabote Tshangala, écrivain, poète et juriste. Une première étape d'expression, où l'écriture a permis de faire émerger des vécus, des ressentis et des questionnements qui ont ensuite nourri les échanges du projet.

PAR CHAÏMA EL YAHIAOUI

L'école, la santé mentale, l'aide à la jeunesse. Autant de réalités qui traversent le quotidien de nombreux jeunes et qui se sont rapidement imposées comme des sujets centraux dans le cadre du projet.

Avant même de prendre le micro, les jeunes de l'ABER ont été invités à mettre des mots sur leur vécu à travers des ateliers d'écriture animés par Kabote Tshangala, écrivain, poète et juriste.

L'écriture a offert un premier espace de parole, plus intime, pour raconter ce que certaines institutions représentent dans leurs parcours.

L'école y apparaît parfois comme un lieu d'apprentissage, mais aussi comme un espace de tension, où certaines fragilités, notamment liées à la santé mentale, peuvent rester invisibles ou insuffisamment prises en compte.

D'autres textes évoquent le placement, la vie en centre, les liens créés avec certaines figures éducatives, mais aussi le poids du regard porté sur les jeunes concernés par l'aide à la jeunesse.

Des textes personnels, directs, parfois bruts, qui racontent des réalités complexes et souvent peu entendues.

Les textes qui suivent sont publiés dans leur intégralité, avec l'accord de leurs autrices.

Comment l'école peut devenir un endroit d'oppression ?

Je me pose toujours et encore la question. Des fois, je me revois aimer l'école, apprécier l'établissement et le fonctionnement.

Aujourd'hui, c'est devenu un cauchemar et j'arrive toujours pas à y croire.

Pourtant, j'en ai vécu des choses qui, au fil du temps, m'ont menée à la fatigue et au stress constant.

Pourquoi ? Parce que je vivais des injustices, tous les jours, qui ont fini par me détruire mentalement et psychiquement. Personne n'a réagi, personne n'a bougé ni parlé, mais juste observé.

Et je vous jure, c'est ce qui m'a le plus touchée, surtout cette petite fille en moi, espérant qu'au moins les grands réagiraient… mais non.

C'est triste. Mais ce n'est rien, elle réussira à se débarrasser du mal-être qu'ils lui ont causé, comme elle a toujours réussi.

Je n'arrivais plus à me défendre, mais c'est normal, vu que j'ai été cassée.

Elle a toujours tout fait pour que je coule, c'était dur. Même très dur.

Finalement, c'est ce qui fait d'elle la femme forte d'aujourd'hui.

Mon cœur ne sera pas le fruit de vos mensonges.

RANIA D.

Se surpasser en silence

On m'a dit que ça serait dur.
On m'a dit que je me surpasserais.
On m'a même dit que ce n'était qu'une question de temps.
Ils n'avaient pas tort… en effet,
mais je ne pensais pas que c'était comme ça que je le vivrais.

Oui, c'est dur.
Mais pas pour les mêmes raisons que les autres, peut-être pour les mêmes raisons que ceux réunis à cette table aujourd'hui, mais pas pour les autres.

Eux, ils parlent des cours, des examens,
des devoirs…
du stress des points, des moyennes,
des résultats.

Moi…
moi, c'était déjà dur de venir.

Venir à l'école deux jours d'affilée,
c'était déjà une victoire.

Revenir après un an et demi d'absence,
affronter les regards, les jugements…
ça, c'était un combat.

Et le plus dur ?
C'était d'entendre les profs…
les profs à qui je pensais faire confiance
me réduire à «l'élève touriste» ou encore
d'autres appellations dénigrantes que les profs se permettent de donner pour un oui ou pour un non, mais soit.

Alors oui, ils se sont surpassés.
Ils ont travaillé dur, ils ont remonté leurs notes…
et pour ça, ils méritent d'être félicités.
Mais moi aussi, je me suis surpassée.

Je me suis surpassée en venant,
même quand tout en moi me disait de rester chez moi.

Je me suis surpassée en m'asseyant en classe,
alors que j'avais l'impression de ne pas y être à ma place.

Je me suis surpassée…
dans le silence.

Sans applaudissements.
Sans encouragements.

Parce que ce genre de combat,
on ne le voit pas.

On ne voit pas l'anxiété.
On ne voit pas la peur.
On ne voit pas ce qui se passe dans la tête.

Et pourtant…
c'est bien réel.

On dit souvent que l'école, c'est une question de temps.
Pour certains, c'est le temps avant le diplôme,
avant les félicitations, avant la réussite.

Pour moi…
c'était une autre question de temps.

«Combien de temps avant
qu'elle abandonne ?»
«Combien de temps avant
qu'elle se déscolarise ?»
«Combien de temps avant
qu'elle fasse des études ?»

Mais au fond, ce n'est pas ça, la vraie question.
La vraie question, c'est :

combien d'élèves souffrent en silence…
pendant qu'on les juge sans comprendre ?

Combien d'élèves sont vus comme fainéants,
alors qu'ils sont juste épuisés mentalement ?

Parce que la santé mentale à l'école,
ce n'est pas un détail.
Ce n'est pas une excuse.
C'est une réalité.

Et tant qu'on ne l'écoutera pas,
tant qu'on ne la verra pas,
il y aura toujours des élèves
qui se battent seuls…
dans une salle de classe remplie de monde.

Parce que parfois, le plus grand échec
de l'école… ce n'est pas les notes,
c'est de ne pas voir ceux qui souffrent.

MANEL Z.

Ce n'est pas un cadeau

Être placée dans un service de l'aide à la jeunesse, ce n'est pas rien.

Oui, c'est à la portée de tout le monde, mais ce n'est pas un cadeau.

Certains le voient comme une bénédiction pour les enfants problématiques, mais non.

Être dans un centre, c'est être l'élève à l'écart, sans famille. C'est être l'élève qui peut avoir dix parents en réunion parents-profs. C'est être l'enfant perturbée qui ne fait que des bêtises aux yeux des policiers quand on les appelle pour fugue. Et c'est surtout le mouton noir de la famille.

J'ai été placée dans deux centres, mais là, ça fait un an et demi que je suis dans celui-là.

Eh oui, c'est chouette, on a une Play et une table de ping-pong, mais est-ce que c'est ça, l'adolescence ?

Passer Noël, Nouvel An, Pâques, son anniversaire et bien d'autres moments clés de la vie avec des gens qui sont passés d'inconnus à famille ?

Petite, je ne me voyais pas partager mes histoires d'amour et mes problèmes de sciences avec des éducateurs.

Pour la plupart, on a tous déjà été traumatisés par un des deux parents jusqu'à 22 h pour faire des maths dans le salon sans rien comprendre ; moi, c'était de 17 h à 18 h, c'était avec un assistant social, et c'était par rapport aux restrictions du juge en lien avec ma mère et moi.

On n'a pas eu les mêmes problèmes, naturellement, ça ne veut pas dire qu'on n'en a pas.

Après, il y a aussi tous les bons côtés.

Avoir une référente avec qui on s'entend bien, ce n'est pas le cas de tout le monde.

Je dis souvent qu'elle ressemble à ma mère, et elle le prend mal : tout le monde sait que ma mère et moi, ce n'est pas une histoire d'amour, mais Laura, c'est tous les côtés fun de ma mère.

C'est cette grande dame aux yeux clairs et aux cheveux bouclés qui, de mes 16 à mes 18 ans, sera ma tata cool.

Et puis, il y a les matchs de FIFA qui s'éternisent parce que Pablo ne veut pas perdre.

Les litres de tisane qu'on boit avec Thibault, qui ne se finissent jamais parce qu'on se raconte des histoires marrantes qui ne sont pas si drôles que ça.

Les mille et une recettes qu'on fait avec Mathilde et Erwann, qui ne sont pas toujours bien réalisées mais toujours bonnes, et toutes les pauses clopes qui finissent toujours en discussions de sourds avec tonton Fardouche.

Bien sûr qu'il y en a encore plein d'autres, mais vous m'avez comprise.

BIG CŒUR SUR GRÉGOIRE

KHUSI

LA JEUNESSE EN TRANSITION

Mon photoreportage explore le lien entre les jeunes et Bruxelles Environnement à travers la question écologique. J'ai choisi de construire ce récit en deux temps complémentaires. D'abord, j'ai photographié une visite à BELEXPO, à Tour & Taxis, où l'institution sensibilise les plus jeunes aux enjeux du climat, de la biodiversité et de la ville de demain grâce à un parcours interactif et pédagogique. Cette première partie montre comment une institution peut transmettre une vision, éveiller une conscience et proposer aux jeunes une autre manière de penser leur place dans la ville. Dans un second temps, j'ai suivi Chiara au Rouge-Cloître, une jeune Engagée qui se reconnaît dans des pratiques soutenues par Bruxelles Environnement, comme le potager collectif et le compost de quartier. En la photographiant dans ce cadre, j'ai voulu illustrer comment cette sensibilisation se prolonge dans le quotidien, à travers des gestes simples, tout en donnant à voir une forme concrète de végétalisation dans le contexte urbain et de mise en place d'un réseau circulaire dans le voisinage. Mon reportage raconte ainsi le passage entre l'apprentissage et la pratique, entre ce qui est proposé par l'institution et ce qui est réellement vécu sur le terrain.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR EMANUELE CUCCHIARO





Créations réalisées par des enfants d'écoles néerlandophones dans le cadre d'un projet éducatif porté par Bruxelles Environnement, présenté à BELEXPO. À travers maquettes, dessins et textes, ces travaux donnent forme à une vision de ville plus verte. À ce stade, la collaboration entre les écoles et l'institution joue sur l'imagination et la participation des plus jeunes.



Chiara est une jeune étudiante engagée dans des initiatives écologiques urbaines, portées par Bruxelles Environnement. Chiara a la main verte et est passionnée par tout ce qui touche à la collectivité. Elle habite un petit appartement sans balcon ni jardin. C'est très naturellement qu'elle s'est dirigée vers le potager collectif.



Chiara nous accueille dans le potager solidaire au Rouge-Cloître, où elle nous explique la philosophie : «*Pour moi, c'est plus que des légumes que je fais pousser. Il s'agit ici du partage de nos récoltes après des efforts communs. C'est un travail de groupe. Toute seule, je n'aurais pas pu faire tout ça…*»



« Je trouve que c'est une manière très douce de ramener la nature en ville. De sensibiliser les plus jeunes à la culture biologique. »

← Pour Chiara, le soutien de Bruxelles Environnement est essentiel pour permettre l'existence d'autres endroits de ce type.

LE RAPPORT DES JEUNES AUX INSTITUTIONS

Au vu de l'aggravation de la situation climatique et de l'éloignement de cette problématique de l'espace politique, il me paraissait vital de mettre en lumière les différentes manières de valoriser ce combat social et structurel.

Dans le cadre de Bruxitizen, qui a pour thématique « Le rapport de la jeunesse face aux institutions », j'ai assisté à l'exposition BELEXPO, une exposition interactive mettant l'accent sur la ville et le climat. Bruxelles Environnement souhaite sensibiliser les jeunes et, pour atteindre cet objectif, l'institution les encourage à devenir proactifs et en leur faisant comprendre qu'ils sont les acteurs de l'avenir et qu'en prenant conscience des enjeux climatiques et en coopérant entre eux, ils peuvent être les héros qui nous sauveront de cette crise. Mon travail a pour but d'étudier le rapport que les jeunes entretiennent avec l'institution et la manière dont celle-ci influence leur rapport à la question climatique.

J'ai eu la chance d'être accompagné par Madame Isabelle Gouriou, cheffe de projet de l'exposition. Elle m'a réaffirmé que, dès le lancement du projet, il y avait cette volonté de ne pas avoir seulement un parcours linéaire (animateur qui explique aux jeunes), mais que vraiment le jeune soit actif et s'approprie les connaissances qu'il acquiert. Puisque ce seront eux les adultes de demain, il est primordial qu'ils comprennent les enjeux auxquels ils seront confrontés.

Dans ce contexte, Bruxelles Environnement joue un rôle clé de sensibilisateur à la cause climatique auprès de la jeunesse bruxelloise. Ainsi, l'institution dépasse le simple cadre informatif en proposant une exposition conçue comme un véritable levier d'engagement, où l'immersion, l'interactivité et la coopération permettent aux jeunes de s'approprier concrètement ces défis.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR ELIAS BADDOUR →



« Nous ne voulions pas simplement leur expliquer, mais aussi les rendre acteurs en leur donnant la possibilité de faire des choix et d'en observer les conséquences sur le climat. »

Isabelle Gouriou



Trois jeunes collaborent pour réussir les défis du jeu.



« Nous avons aussi pour objectif de leur montrer la coopération. Nous avons ici beaucoup de jeux interactifs à faire en groupe, où ils peuvent discuter, débattre et progresser ensemble. »

Isabelle Gouriou



Portrait de Noé Burnotte

INSTITUTION SPORTIVE ET JEUNESSE

Dans le cadre du projet Bruxitizen sur le thème des « institutions et la jeunesse », j'ai réalisé un reportage qui met en évidence la manière dont le club La Rasante Hockey Saint-Lambert, à travers son cadre institutionnel et ses valeurs, accompagne les jeunes Bruxellois dans leur construction identitaire et leur intégration sociale.

Ce photoreportage interroge la façon dont l'institution sportive devient un lieu de rencontre, de partage et de transmission de valeurs fondamentales pour la vie en société en instaurant un sentiment d'appartenance durable et en encourageant l'engagement civique.

Le parcours de deux jeunes, Amandine et Noé, illustrera concrètement cette influence institutionnelle sur leur développement personnel et social.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR CLARA BUSSIÈRE →



« Le fait d'appartenir à cette institution sportive m'aide à me surpasser et à atteindre mes objectifs de demain. Elle m'incite à prendre des responsabilités et à développer une autodiscipline que je peux appliquer dans la société d'aujourd'hui. »

Noé Burnotte



« Nous apprenons bien plus humainement sur un terrain que derrière un bureau à l'école. Dans le sport, tout ce que nous faisons, c'est par plaisir. Bien sûr, nous avons un coach qui impose une discipline et des règles, mais je trouve que nous intégrons plus facilement les codes sociaux en pratiquant une activité que nous aimons qu'en restant à l'école par obligation. »

Noé Burnotte

« Cette institution sportive m'a appris la discipline. Elle m'a aussi appris à ne pas abandonner et à continuer à travailler pour m'améliorer, ce qui est important dans la vie de tous les jours. Pour moi, cette institution aide beaucoup à apprendre à vivre avec les autres et à devenir un bon citoyen. »

Amandine Burnotte


« J’ai appris à ne pas abandonner dès que quelque chose ne va pas, car l’échec fait partie du chemin qui mène vers la réussite. »
Noé Burnotte
oneills





« Faire du sport, et en particulier du hockey, m'aide à trouver ma place dans la société, car le fait d'appartenir à une équipe m'amène à assumer des responsabilités et me permet de m'y sentir bien. »

Amandine Burnotte

LÀ OÙ LA CONFIANCE SE CONSTRUIT LOIN DES UNIFORMES

Les relations entre les jeunes et les institutions sont souvent abordées à travers le prisme de la tension, du contrôle et du conflit. Police, sécurité, prévention : autant de mots qui cristallisent les débats. Pourtant, dans l'ombre de ces discours, d'autres figures façonnent silencieusement le quotidien des jeunes bruxellois.

PAR LEATICIA ATANESSIAN

UN AUTRE REGARD SUR L'ENCADREMENT DES JEUNES

En Fédération Wallonie-Bruxelles, on compte près de 90 maisons de jeunes reconnues. À Bruxelles, elles accueillent chaque année plusieurs milliers de jeunes âgés de 12 à 26 ans. Subventionnées par les pouvoirs publics, mais fortement ancrées dans leurs quartiers, elles proposent un accueil libre, des projets collectifs et un accompagnement éducatif inscrit dans la durée.

À Evere, l'une de ces structures nous ouvre ses portes. Rien n'y est ostentatoire. Le bâtiment est simple, presque invisible dans le paysage urbain. Pas de portique, pas d'uniforme, pas de contrôle à l'entrée. On y entre librement, dans une atmosphère qui contraste avec celle d'autres institutions plus formelles.

Dans le débat public, les relations entre jeunes et forces de l'ordre occupent une place importante, souvent marquée par la tension. Mais en parallèle, une autre relation se construit, plus silencieuse et pourtant essentielle : celle entre les jeunes et les éducateurs de terrain. Une relation fondée sur un mot central : la confiance.

« ICI, ON NOUS PARLE COMME À DES HUMAINS »

Dans le salon principal, quelques jeunes sont installés autour d'une table. Certains discutent, d'autres pianotent sur leur téléphone, pendant qu'un éducateur circule, s'arrête, échange quelques mots. Et même si rien ne semble organisé, tout l'est. Cette apparente liberté fait partie intégrante du projet éducatif.

Pour Adam*, 17 ans, c'est avant tout « *un endroit où on peut souffler* ». « *À l'école, on est toujours évalués. Dans la rue, on est toujours surveillés. Ici, on nous parle comme à des humains* », explique-t-il. Une →

→ phrase simple, mais lourde de sens. Son témoignage revient souvent sous des formes similaires chez les jeunes rencontrés. Beaucoup décrivent un espace où ils peuvent exister sans être immédiatement jugés, étiquetés ou évalués. Certains viennent pour « souffler », d'autres pour s'éloigner de tensions familiales ou scolaires, d'autres encore simplement pour retrouver des repères.

Les éducateurs sont fréquemment perçus comme des figures proches, issues du même environnement. Pour plusieurs jeunes, ils incarnent des repères stables : « de grands frères », capables de comprendre leurs réalités sans les réduire à leurs difficultés.

> « Les éducateurs sont des acteurs essentiels de la société. Ils créent du lien là où nous (la police) intervenons souvent dans l'urgence. »
>
> **Un policier bruxellois**

UNE RELATION CONSTRUITE DANS LE QUOTIDIEN

Ici, la confiance ne se décrète pas. Elle se construit lentement, souvent dans des moments anodins : une sortie au bowling, un atelier culinaire, une discussion improvisée en fin de journée. « *On ne commence jamais par poser des questions personnelles,* explique un éducateur. *On commence par être là. Le reste vient tout seul. La confiance, ça se gagne. Comme avec tout le monde, il y a un travail à faire pour qu'ils aient confiance en nous.* »

Cette présence constante est un élément central du travail éducatif. Contrairement à d'autres intervenants institutionnels, les éducateurs de maisons de jeunes s'inscrivent dans la durée. Ils voient les jeunes grandir, changer, traverser des périodes difficiles. Cette continuité permet l'émergence de liens solides.

Pour Lina, 18 ans, cet espace a représenté un refuge à une période marquée par de fortes attentes extérieures. « *J'avais l'impression qu'on attendait toujours quelque chose de moi.* » Dans ce cadre, elle découvre une écoute sans pression ni injonction. Plutôt que de lui dire ce qu'elle devait devenir, on l'invite à réfléchir à ce qu'elle souhaite construire : une posture favorisant une redéfinition positive de soi.

DEUX LOGIQUES DIFFÉRENTES : ÉDUCATEURS ET INSTITUTIONS

Les jeunes établissent souvent eux-mêmes une distinction entre les éducateurs et d'autres institutions, notamment la police. Sans confrontation directe, ils décrivent deux types de relations très différentes.

Les éducateurs ne se positionnent pas comme des figures d'autorité classiques. Ils n'ont pas de pouvoir de sanction et ne jouent pas un rôle de contrôle. Leur posture repose sur l'écoute, le dialogue et l'accompagnement.

« *Les jeunes font très bien la différence,* souligne un éducateur. *Ils savent qu'on n'est pas là pour les surveiller ou les dénoncer.* »

Cette indépendance est essentielle pour instaurer la confiance. Elle permet aussi d'aborder des sujets sensibles, notamment des expériences vécues comme injustes ou difficiles avec d'autres institutions.

« *On essaie de donner des clés de compréhension, pas d'alimenter la colère,* ajoute un éducateur. *Mon rôle est d'être là pour eux, mais comme on est des êtres humains, ça peut aller au-delà de ça. Ça devient des petits frères et sœurs.* »

LE REGARD DE LA POLICE : DEUX LOGIQUES, DEUX TEMPORALITÉS

Interrogé, un policier bruxellois reconnaît l'importance de ces structures : « *Les éducateurs sont des acteurs essentiels de la société. Ils créent du lien là où nous intervenons souvent dans l'urgence.* »

Il observe également une évolution des relations entre jeunes et forces de l'ordre : « *Oui, beaucoup de jeunes ont aujourd'hui moins confiance en la police. Les contrôles répétés peuvent créer de la frustration, surtout lorsqu'ils sont vécus comme injustifiés.* »

Il insiste cependant sur une différence fondamentale de mission : « *Notre rôle n'est pas d'éduquer, mais de faire respecter la loi.* »

Selon lui, les éducateurs interviennent en amont, dans des espaces plus stables, tandis que la police agit souvent dans des situations déjà tendues. Cette distinction structure des perceptions différentes et explique en partie les malentendus persistants.

Il évoque aussi un sentiment de stigmatisation chez certains jeunes, parfois renforcé par les réseaux sociaux et la médiatisation des interventions policières. Sans nier les critiques, il estime que ces éléments ont profondément modifié l'image de la police dans l'opinion publique.

UN ESPACE POUR SE CONSTRUIRE

Au-delà de l'accompagnement individuel, les maisons de jeunes jouent un rôle important dans la construction identitaire. À travers des projets artistiques, culturels ou citoyens, elles offrent des espaces d'expression souvent absents ailleurs.

Ateliers d'écriture, projets audiovisuels, débats, sorties culturelles : ces activités permettent aux jeunes de développer leur confiance en eux et de se sentir légitimes dans leur prise de parole.

« *Quand un jeune mène un projet de A à Z, qu'il ose parler en public, c'est une vraie victoire*, explique un éducateur. *Mais il faut aussi composer avec des moyens limités et des réalités parfois difficiles sur le terrain.* »

UN RÔLE SOCIAL SOUVENT INVISIBLE

Les maisons de jeunes ne remplacent ni la famille, ni l'école, ni les institutions. Mais elles constituent parfois l'un des seuls espaces où certains jeunes se sentent réellement à leur place.

Les éducateurs travaillent avec des réalités complexes : précarité, décrochage scolaire, tensions familiales, discriminations. Leur engagement repose aussi sur une forte dimension humaine.

« *On s'attache forcément*, reconnaît l'un d'eux. *Et parfois, c'est lourd. Mais quand un jeune revient et dit que ça l'a aidé, ça donne du sens à tout.* »

UNE CONFIANCE FRAGILE, MAIS ESSENTIELLE

La relation entre jeunes et éducateurs reste fragile. Elle peut être mise à l'épreuve par des conflits, des incompréhensions ou des parcours interrompus. Les éducateurs doivent constamment ajuster leur posture entre proximité et cadre. Cette tension fait partie intégrante du métier et nécessite une formation, un travail collectif et un soutien institutionnel qui reste parfois insuffisant.

Malgré ces défis, les maisons de jeunes occupent une place essentielle dans le paysage socio-éducatif bruxellois. Elles incarnent une autre manière d'entrer en relation avec les jeunes, fondée sur la reconnaissance et le respect mutuel.

REPENSER LA PRÉVENTION

À Bruxelles, près d'un jeune sur cinq est exposé à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Dans ce contexte, les réponses ne peuvent se limiter à une approche sécuritaire.

Au-delà de l'accompagnement individuel, les maisons de jeunes jouent un rôle important dans la construction identitaire. À travers des projets artistiques, culturels ou citoyens, elles offrent des espaces d'expression souvent absents ailleurs.

Les maisons de jeunes jouent un rôle de prévention sociale en amont des ruptures. Elles contribuent à créer du lien, souvent avant même que les difficultés ne deviennent visibles.

« *La confiance, c'est de la prévention* », résume un éducateur.

Au-delà des débats sur la sécurité, une question centrale demeure : quelle valeur accorder aux liens construits avant la rupture, et que coûte leur absence ? •

EN SAVOIR PLUS

Lire l'article d'*Alter Échos* : « Maisons de jeunes : du kicker à la politique », Dechamp, A., 15 décembre 2025, alterechos.be

LES JEUNES ET LES INSTITUTIONS

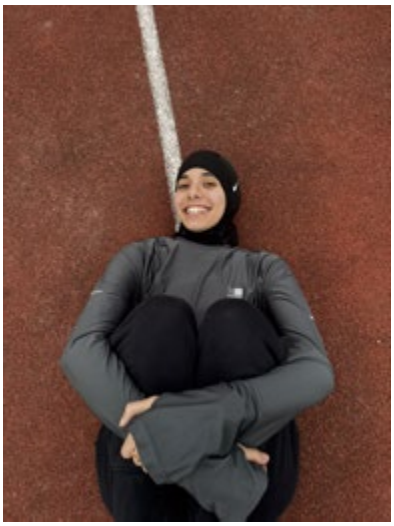
Dans le cadre du projet Bruxitizen « Le rapport de la jeunesse face aux institutions », j'ai choisi de documenter mon club d'athlétisme, Atlemo. À travers les entraînements sur la piste, ce reportage montre comment une institution sportive peut encadrer et influencer positivement la jeunesse.

Bien plus qu'un simple lieu d'entraînement, le club représente un espace structuré où les jeunes viennent pratiquer le sport régulièrement. Par la course, les sauts et les exercices physiques, ils apprennent la discipline, la persévérance et l'importance de se fixer des objectifs.

Les images capturent des moments d'effort, de mouvement et de concentration pendant l'entraînement. Les gestes techniques et les expressions des athlètes montrent l'engagement nécessaire pour progresser et dépasser ses limites.

À travers ce reportage photographique, j'ai voulu montrer comment un club comme Atlemo dépasse la simple pratique sportive. Il représente un cadre important dans lequel les jeunes peuvent se développer, gagner en confiance et apprendre à faire face aux défis.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR MAZZOUZ KENZA



« Je me suis inscrite dans mon club d'athlétisme à un moment critique de ma vie, et il a été pour moi un sas de décompression ; j'ai pu y apprendre à gérer mon stress ou, devrais-je dire, à l'évacuer. Au-delà de l'aspect performance, le club m'a fait développer des compétences, comme la résilience et la patience par rapport à mes objectifs personnels. J'ai également appris qu'il y a toujours moyen de faire vivre une communauté et un esprit d'équipe, même dans un sport aussi individuel que l'athlétisme. Cette expérience s'est d'autant mieux vérifiée dans mon club, où l'ambiance est familiale et où la progression commune se ressentait. Enfin, ces moments au club m'ont fait réaliser à quel point il est agréable de pratiquer un sport en extérieur, après une longue journée passée entre quatre murs. J'ai pu laisser mes pensées vagabonder de nuage en nuage pendant de nombreux entraînements… tout en souffrant bien évidemment, parce qu'il ne faut pas oublier que l'athlétisme n'est pas facile. Mais quand on est bien entouré, c'est plus savoureux. »

Kawtar



« Le sport joue un rôle important dans le développement des jeunes. À travers les entraînements réguliers, ils apprennent la discipline et l'engagement. Le fait de se fixer des objectifs les aide également à développer la patience et la persévérance. Le sport permet aussi d'améliorer les compétences sociales, comme le travail en équipe, la communication et le respect des autres. En plus de cela, les réussites sportives renforcent la confiance en soi et l'estime personnelle. Enfin, le fait de devoir surmonter des défis et des difficultés pendant les entraînements ou les compétitions aide les jeunes à développer une mentalité plus résiliente. »

Coach Abu



« Je décrirais l'ambiance entre les jeunes et les entraîneurs comme très chaleureuse. Même si les entraîneurs représentent une institution sportive, la relation reste proche et respectueuse. Ils sont là pour nous encadrer, nous apprendre et nous aider à progresser, mais ils prennent aussi le temps de discuter avec nous et de nous écouter. Les jeunes se sentent donc à l'aise avec eux : on peut leur parler de nos difficultés dans le sport, mais aussi parfois de notre quotidien. Les entraîneurs nous encouragent beaucoup et nous poussent à nous dépasser tout en restant bienveillants. Cette relation montre que les institutions, comme un club sportif, peuvent être des lieux importants pour les jeunes, car elles offrent un cadre, des règles et un accompagnement tout en créant un espace où les jeunes peuvent se sentir soutenus et motivés. »

Ilyana





« Le club m'aide énormément à me fixer des objectifs et à dépasser mes limites grâce aux entraînements réguliers. Ce travail ne se fait pas seulement sur le plan physique, mais aussi sur le plan mental, car on apprend à ne pas abandonner et à ne pas se laisser freiner par les excuses que l'on peut parfois se trouver. Les entraînements nous permettent d'avancer étape par étape, de progresser et de voir une amélioration constante qui nous rapproche de nos objectifs. Les autres athlètes ainsi que les coachs jouent aussi un rôle très important, car on se pousse les uns les autres à donner le meilleur de nous-mêmes et à toujours essayer de faire mieux. La motivation n'est pas toujours la même chaque jour : certains jours, on se sent très motivé et prêt à battre ses records, tandis que d'autres jours, même venir à l'entraînement demande déjà beaucoup d'efforts. Mais grâce au soutien du groupe et surtout du coach, on trouve la force de continuer et de ne pas abandonner. Cet environnement nous pousse à nous dépasser, aussi bien pendant les entraînements que pendant les compétitions, et donne envie de persévérer pour progresser et atteindre nos objectifs. »

Meryem

LES JEUNES ET LES INSTITUTIONS

Dans le cadre du projet Bruxitizen sur « les jeunes et les institutions », j'ai choisi de documenter la vie au sein du BCS Uccle, une institution sportive. Ce reportage explore comment un simple club de basket devient un laboratoire du « vivre-ensemble ».

Dans une société de plus en plus fragmentée, le gymnase du BCS Uccle fait figure d'exception. Chaque week-end, les lignes de train, métro, tram et bus se transforment en cordon ombilical social : tous convergent vers un même point de chute, la salle communale de la place Saint-Job, où l'appartenance à une identité de club efface, le temps d'un match, les différences du quotidien.

REPORTAGE PHOTO RÉALISÉ PAR ARMAND KOMLAN

Salle communale de Saint-Job, 18 h 30.





Scène de vie sportive : P1, BCS Uccle vs UAAE Etterbeek.



« Il y a des soirées assez stressantes, même si c'est la maison depuis plus de huit ans. »

← Nico, coach U18



Bord de terrain : *« Il y a toujours quelque chose à voir ici. C'est ce qui me fait revenir à chaque fois.*



L'esprit BCS UCCLE : *« Plein de personnes ici sont devenues de vrais amis : on rigole, on encourage et on mange un bout après les matchs. C'est l'esprit BCS. »*



Un rire entre deux actions : « *Quasi tous les week-ends, on fait le trajet de Braine à Saint-Job. On fait clairement partie de l'équipe.* »



L'effervescence des gradins : expression de joie en bord de terrain.